

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

19 DÉCEMBRE 2018

TOME II/II



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Claire HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTU- RELLE	700 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	30ÈME QUINZAINE DE LA SOLIDAITÉ INTER- NATIONALE.	2 000 €

Délibération n°V2018-513

548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		700 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	FETE NATIONALE	1 000 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDA- RITE	Fonctionnement		700 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMELÉES LORS DU 53IÈME TOURNOI IN- TERNATIONAL DE PÂQUES	6 500 €
987	ASSOCIATION DES BE- NINOIS DE MONTPEL- LIER " ABEM-METOWA- NOU"	Fonctionnement		300 €
1073	FRANCE ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1073	FRANCE ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Projet	FESTIVAL DU FILM IS- RAELIEN	500 €
1396	MAISON DE HEIDEL- BERG	Fonctionnement		13 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
1710	AMICALE ARME- NIENNE DE MONTPEL- LIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISA- TION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COF- SEC	Projet	39IÈME FORUM SPOR- TIF ET CULTUREL DE MONTPELLIER AVEC HEIDELBERG	5 000 €
1785	COMITE D'ORGANISA- TION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COF- SEC	Projet	9IÈME FORUM SPOR- TIF ET CULTUREL DE MONTPELLIER AVEC BARCELONE	5 000 €
1847	CENTRE DE DOCU- MENTATION TIERS- MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YER- SIN - ADALY	Projet	FRANCOPHONIE	300 €
2984	COUP DE SOLEIL LAN- GUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTU- RELLE FRANCE MAGH- REB	Projet	CUISINES MEDITE- RANNÉENNES ET ARTS	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE	Projet	FÊTES DE L'ILLUSTRA- TION	300 €

Délibération n°V2018-513

	DE MONTPELLIER			
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		105 236 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Investissement	RENOVATION CAVE A VIN, ACQUISITION DE MATERIEL POUR LES CONFERENCES ET CONCERTS, INSTALLATION D'UNE NOUVELLE ENSEIGNE LUMINEUSE DANS LA RUE	5 000 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE ASSOCIATION MONTPELLIER PALERME	Projet	SEMAINE CULTURELLE ITALIENNE	700 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Fonctionnement		300 €
TOTAL				166 936 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 166 936 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Mme Isabelle MARSALA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Délibération n°V2018-513

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Tarifs 2019 pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2019 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant des tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

Les tarifs proposés intègrent la volonté de préserver le pouvoir d'achat des usagers, complémentaire de la décision de non-augmentation des taux de fiscalité de la Ville. Ils sont donc principalement stables, les quelques évolutions tarifaires sont limitées à l'inflation enregistrée.

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;

Délibération n°V2018-514

- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevances :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérés comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Enfance
- Réussite éducative
- Restauration scolaire
- Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)
- Renouvellement et développement urbain
- Sécurité, Propreté, Hygiène, Salubrité
- Culture
- Maison pour tous
- Sports et Jeunesse
- Environnement et espaces verts

- Attractivité et rayonnement
- Services à la population
- Autres

ENFANCE

LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

▪ Taux applicables pour 2019

Le barème national pour 2019 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

Ressources plancher 2018	687,30 €
Ressources plafond 2018	4 874,62 €

A titre indicatif pour l'année 2018	Taux d'effort	Tarifs plancher 2018	Tarif plafond 2018
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,41 €	2,92 €
2 enfants	0,05%	0,34 €	2,44 €
3 enfants	0,04%	0,27 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,21 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,14 €	0,97 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,34 €	2,44 €
2 enfants	0,04%	0,27 €	1,95 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,21 €	1,46 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,14 €	0,97 €
TARIFICATION SPECIFIQUE			
Familles non affiliées au régime général ou au régime social agricole (MSA)	Tarif majoré de 50%		

Délibération n°V2018-514

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € ($0.05\% \times 2\,200\text{€}$).

▪ **Tarifications spécifiques**

Par ailleurs, conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

Le tarif fixe moyen :

- Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires
- En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance
- Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription

Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

A titre d'exemple, le tarif fixe moyen en 2018 = 1.30 € par heure.

Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.

Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

1. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire.

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATION SPECIFIQUE				Tarif unitaire

Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30	10 €
---	------

2. LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de formation initiale ou continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations, sous réserve que la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Locaux scolaires	Tarifs 2019
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 12 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

▪ Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et un plafond.

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour du tarif a lieu chaque année en juillet. Il n'est pas possible de faire des mises-à-jour en cours d'année scolaire.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** www.montpellier.fr (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école,** sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson

Tarifs applicables depuis le 3 septembre 2018

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH)

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

▪ **Modalités de détermination des tarifs**

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement

▪ **Les revenus pris en compte**

Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables depuis le 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587%	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536%	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485%	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; Francois Villon et l'Escoutaire
L'ALSH ADOS de la maison Pour Tous Andre Chamson est ouvert en juillet uniquement.

RENOUVELLEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

1. LE STATIONNEMENT

Stationnement payant zone courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarifs
Tarif normal 1h	2 €
Tarif normal 2h	4 €
Tarif normal 3h	10 €
Tarif normal 4h	17 €
Tarif normal 5h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarifs
Tarif normal 1h	1 €
Tarif normal 2h	2 €

Délibération n°V2018-514

Tarif normal 3h	3 €
Tarif normal 4h	4 €
Tarif normal 5h	10 €
Tarif normal 6h	17 €
Tarif normal 7h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17 €

Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarifs
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1,00 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	10,00 €
Tarif normal 9h	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Les usagers titulaires d'une carte de grand invalide civil (GIC), grand invalide de guerre (GIG) ou une carte mobilité inclusion (CMI) bénéficieront de la gratuité du stationnement sur l'ensemble des places payantes pour une durée de 12 heures consécutives (loi du 18-03-2015). Pour chaque carte, un seul véhicule bénéficiera de la gratuité simultanément.

La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) devra obligatoirement être apposée de façon visible à l'intérieur du véhicule. La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) en cours de validité devra être apposé à l'avant du véhicule du côté du trottoir et la totalité des indications réglementaires devra être lisible, complétée, non modifiée, non raturée. Les copies de justificatif réglementaire seront considérées comme non valable.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

Personne à Mobilité Réduite	Tarif
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Paiement de la redevance

Les tarifs horaires seront fractionnés en fonction des contraintes mécaniques et/ou informatiques.

- Sur les automates de paiement, pour le paiement par pièces de monnaie, les tarifs horaires seront fractionnés par unité monétaire de 0,10€, pour le paiement par carte bancaire un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.
- Pour les modes de paiement dématérialisés, les tarifs horaires seront fractionnés selon les fonctionnalités logicielles et un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.

Délibération n°V2018-514

Un montant minimum de paiement sera appliqué, quel que soit le mode de paiement, à condition qu'il soit supérieur ou égal à :

- 15 minutes en zone de stationnement courte durée, soit 0,50 € ;
- 30 minutes en zone de stationnement moyenne durée, soit 0,50 € ;
- 60 minutes en zone de stationnement longue durée, soit 0,80 €.

Précision : en cas de paiement du Forfait Post Stationnement (FPS) au tarif minoré, aucun montant ne pourra être déduit du FPS si le paiement initial du stationnement n'était que partiel

(Exemple : cas du FPS pour cause de temps dépassé).

La carte de stationnement multimodale

30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant (une carte par véhicule uniquement)	Tarif
Gratuité accessible avec la carte de stationnement multimodale – 30 minutes	0,00 €

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande, résident, non-résident, personne morale, sur présentation des justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Certificat d'immatriculation du véhicule ;
- Justificatif de domicile ;
- 1 photo d'identité pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

La carte de stationnement multimodale constitue le support matériel des profils tout en permettant l'accès aux différents services de mobilité. Cette carte est personnelle et incessible, sa délivrance nécessite la justification de l'identité de l'usager et la fourniture d'une photographie personnelle.

Cependant, à titre exceptionnel, une carte non personnalisée pourra être remise aux abonnés personnes morales (entreprise, association, etc.) qui demandent le rattachement à leur compte de plusieurs véhicules. Dans ce cas, la carte ne permettra pas de bénéficier de la totalité des services de mobilité.

L'usager est responsable de l'exactitude et de la sincérité des données déclarées et/ou enregistrées dans le système de gestion des profils.

Il s'engage à actualiser la totalité des informations justifiant son profil via internet, courrier ou aux agences commerciales de l'exploitant et notamment en cas de :

- Changement d'adresse ;
- Changement de numéros d'immatriculation ;
- Changement de statuts professionnels ou personnels.

L'usager est totalement responsable de l'utilisation des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé.

L'usager utilisant frauduleusement ou ayant favorisé l'utilisation frauduleuse par un tiers des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé ainsi que du mode de justification des profils sera réputé ne pas avoir acquitté la redevance d'occupation du domaine public.

En cas de pratiques frauduleuses ou d'abus de droit :

- L'utilisateur devra acquitter la totalité du Forfait de Post Stationnement : aucun droit à remboursement des sommes déjà réglées ne sera ouvert du fait d'une utilisation erronée ou frauduleuse des droits réservés aux abonnés, ou en cas d'utilisation frauduleuse d'une carte mobilité inclusion ou GIC/GIG.
- L'exploitant sera autorisé à clôturer le profil en cours, à refuser le renouvellement et/ou la création d'un profil à l'utilisateur responsable ainsi qu'au tiers ayant bénéficié ou tenté de bénéficier d'avantages de façon frauduleuse.

Tout usager sollicitant la délivrance d'une carte de stationnement multimodale doit présenter un certificat d'immatriculation du véhicule portant les mentions actualisées concernant le propriétaire et la désignation de son adresse.

Dans l'attente de la régularisation du certificat d'immatriculation, un profil provisoire d'un mois sera accordé à l'utilisateur. A titre exceptionnel, dans le cas d'une immatriculation provisoire (WW), la durée d'un profil provisoire pourra être prolongée d'un mois supplémentaire.

La carte multimodale permet d'accéder aux profils suivants :

- Le tarif résident

Le profil résident est accessible à toute personne physique pouvant justifier de sa résidence à l'adresse pour laquelle elle souhaite bénéficier de conditions particulières de stationnement.

L'abonnement résident n'est valable qu'à l'intérieur du secteur de rattachement et dans le périmètre de l'extension de secteur autorisée.

Abonnement résident valable dans le secteur de résidence + un secteur limitrophe (tarif par véhicule – 2 véhicules maximum par résident)	Tarifs
Abonnement résident mensuel	15 €
Abonnement résident mensuel avec abonnement aux transports collectifs	3 €
Abonnement résident annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150 €
Abonnement résident annuel avec abonnement aux transports collectifs (12 mois pour le prix de 10 mois)	30 €

Précision : Le macaron délivré aux résidents de la zone verte avant le 1er janvier 2018 était un simple support d'identification destiné au contrôle du stationnement. Il n'est pas un moyen de paiement et n'accorde aucun droit à la gratuité du stationnement. L'ensemble des macarons délivrés aux résidents de la zone verte sont caducs depuis le 1er janvier 2018, date à partir de laquelle les usagers doivent effectuer les formalités nécessaires à la création du nouveau profil résident auprès du délégataire du stationnement payant sur voirie.

- Le tarif résident – transports collectifs

L'utilisateur doit être en mesure de justifier de sa condition d'utilisateur habituel du véhicule déclaré dans l'abonnement. C'est-à-dire qu'il doit y avoir unité d'identité entre le titulaire de l'abonnement aux transports collectifs, le titulaire du permis de conduire, du certificat d'immatriculation ou de l'assurance du véhicule.

Liste des produits TAM ouvrant droit au tarif stationnement + transports collectifs
--

Délibération n°V2018-514

Contrat annuel mobilité jeune
Contrat annuel mobilité pour tous
Contrat annuel mobilité senior
Contrat annuel mobilité PDE
Contrat Kartatoo (TAM + TER)
Contrat annuel carte d'or
Contrat annuel mutilé de guerre
Abonnement annuel personne handicapée
Abonnement mensuel demandeur emploi
Abonnement mensuel personne handicapée
Abonnement mensuel Carte d'or
Abonnement mensuel demandeur d'asile

En pratique, l'usager résident doit présenter 4 justificatifs : (profil résident ou profil résident transports collectifs selon liste produits TAM ci-dessus):

- Une pièce d'identité,
- Deux justificatifs pour la résidence ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale

Documents acceptés pour justifier l'adresse du domicile du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Carte nationale d'identité / passeport / permis de conduire	moins de 12 mois
Document fiscal sur la taxe d'habitation (recto accepté)	moins de 12 mois
Contrat de bail en cours	moins de 12 mois
Titre de propriété	moins de 12 mois
Document relatif à l'assurance du véhicule à enregistrer (2ème nom ou conducteur secondaire couvert)	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur d'énergie	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur de téléphonie fixe/mobile/internet	moins de 6 mois
Document émanant d'un établissement financier : RIB, relevé de compte	moins de 3 mois
Document émanant d'un organisme public : sécurité sociale, pôle emploi, CAF, MSA, ...	moins de 3 mois
Document émanant d'une mutuelle de santé	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les étudiants (carte d'étudiant à présenter)	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les personnes vivant en foyer d'hébergement	moins de 3 mois
Attestation d'assurance habitation	moins de 6 mois
Quittance de loyer	moins de 3 mois

Documents relatif au véhicule du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Attestation d'assurance du véhicule au nom du demandeur	en cours de

Délibération n°V2018-514

	validité
Certificat de cession accompagné de la certificat d'immatriculation barrée	moins de 1 mois
Contrat de location du véhicule à enregistrer	moins de 3 mois
Attestation de l'employeur pour les véhicules de fonction	moins de 3 mois

Les forfaits spécifiques

Forfaits Artisans / Aide à domicile / Santé (tarif par véhicule)	Tarifs
<i>Stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sur l'amplitude de 9h00 à 18h00</i>	
Forfait 1 jour	2 €
Forfait mensuel	20 €
Forfait annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	200 €

- **Le forfait « artisan »**

Les artisans pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels qui effectuent des déplacements au domicile des résidents du périmètre du stationnement payant pour y effectuer des travaux d'entretien ou d'aménagement dans l'immeuble ou l'habitation nécessitant le transport de matériaux et d'outillages lourds ou encombrants.

Le nombre de véhicules par artisan est limité à 5 (activité en nom personnel ou en société).

En pratique, l'usager artisan doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité d'artisan	Ancienneté
Un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APRM) et l'adresse où s'exerce l'activité	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'artisan ou de la société	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'artisan ou de l'entreprise	moins de 3 mois

Précisions :

Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) - LISTE DES CODES OUVRANT DROIT AU TARIF ARTISAN

43.2 TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE, PLOMBERIE ET AUTRES

43.21A-A Installation d'antennes

43.21A-B Installation électrique

43.22A-Z Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux

43.22B-A Installation et entretien de climatisation et chaufferie

43.22B-B Installation de chauffage individuel

43.22B-C Entretien de chaudières domestiques

Délibération n°V2018-514

43.29A-Z Travaux d'isolation
 43.29B-A Installation d'ascenseurs
 43.29B-B Montage de clôtures et de grilles
 43.29B-C Installation de stores et bannes
 43.3 TRAVAUX DE FINITION
 43.31Z-A Travaux de plâtrerie d'extérieur
 43.31Z-B Travaux de plâtrerie d'intérieur
 43.32A-A Menuiserie bois
 43.32A-B Menuiserie PVC
 43.32B-A Installation de serres et de vérandas
 43.32B-B Métallerie, serrurerie
 43.33Z-Z Travaux de revêtement des sols et des murs
 43.34Z-A Travaux de miroiterie de bâtiment, vitrerie
 43.34Z-B Travaux de peinture extérieure
 43.34Z-C Travaux de peinture intérieure et peinture plâtrerie
 43.39Z-Z Autres travaux de finition

43.9 AUTRES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS
 43.91A-Z Travaux de charpente
 43.91B-Z Travaux de couverture par éléments
 43.99A-Z Travaux d'étanchéification
 43.99B-Z Travaux de montage de structures métalliques
 43.99C-Z Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

81.2 ACTIVITÉS DE NETTOYAGE
 81.21Z-Z Nettoyage courant des bâtiments
 81.29A-Z Désinfection, désinsectisation, dératisation

- **Le forfait « aide à domicile »**

Les personnes pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels titulaires de l'agrément préfectoral qui effectuent des visites à domicile et des services d'auxiliaires de vie rendus aux domiciles des personnes âgées et handicapées résidant du périmètre du stationnement payant (code APE 8810A et code 8810B).

Le nombre de véhicule par aide à domicile ou par salarié de l'entreprise ou de l'association est limité à 1.

En pratique, l'aide à domicile agréée doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité à domicile avec agrément	Ancienneté
L'agrément préfectoral de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A et code 8810B) et l'adresse de l'activité. Pour les salariés, la fourniture d'un agrément annuel et collectif de l'employeur sera admis.	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté

Délibération n°V2018-514

Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'aide à domicile, de l'entreprise ou de l'association.	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'aide à domicile ou de l'association.	moins de 3 mois

• **Le forfait « professionnels de santé »**

Les professionnels de santé pouvant bénéficier du forfait exercent une activité, non salariée, nécessitant la pratique des soins aux domiciles des patients de façon régulière et dont l'activité principale ne s'exerce pas dans un local, une officine, un cabinet, un établissement, un laboratoire, etc... par conséquent, sont exclus les salariés des entreprises et des associations.

Les professionnels qui répondent à la définition sont principalement les suivants : les infirmiers et les sages-femmes, les kinésithérapeutes, les médecins généralistes, les psychomotriciens, les ergothérapeutes, les orthophonistes, les aides-soignants à domicile code (APE 8690), les ambulanciers, les auxiliaires de puériculture, les pédicures podologues, les médecins biologistes et les infirmières des laboratoires qui effectuent des prélèvements à domicile.

Le nombre de véhicule par professionnel de la santé est limité à 1.

En pratique, le professionnel de santé et d'action sociale doit présenter les justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif d'appartenance professionnelle et de l'adresse de l'activité ;
- Un justificatif de l'activité à domicile pour les activités non mentionnées dans la liste ci-dessus
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnels inclus dans la liste)	Ancienneté
Une carte professionnelle	en cours de validité
Une feuille de soins mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Une facture ou annexe de facture mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Document supplémentaire obligatoire pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnel non-inclus dans la liste)	Ancienneté
La justification d'une activité à domicile significative, définie à 100 visites minimum par an appréciés au travers du nombre de visites du relevé SNIR le plus récent de l'année N-1 ou N-2.	Relevé de l'année N-1 ou N-2
1 justificatif obligatoire pour le véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom du professionnel de la santé	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom du professionnel de la santé.	moins de 3 mois

Parking stade « La Mosson »	Tarif 2019
Entrée parking stade de la Mosson	2€/unité

2. LES DROITS DE VOIRIE

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarif 2019
Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (Bip)	153 €

3. AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :

« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

L'autopartage réduit la dépendance à la voiture et favorise le report vers d'autres modes de mobilité. En ce sens, il réduit la **consommation d'énergie** et les **émissions de polluants**. En outre, il permet de **libérer de l'espace urbain** utilisé auparavant pour le stationnement des véhicules. En 2016, **une voiture en autopartage remplace 5 voitures personnelles et libère 4 places de stationnement** (source ADEME).

La voiture partagée évite la fabrication de 6 à 8 voitures (soit 36 tonnes de CO₂ sur 10 ans) et la réduction du kilométrage effectué en voiture permet de réduire les émissions d'un abonné d'1,5 tonnes de CO₂/an.

Pour l'utilisateur, l'autopartage représente une économie de 2 000 €/an/personne (pour 5 000 kms) par rapport à un véhicule particulier.

L'Etat a mis en place un cadre juridique pour favoriser le développement de l'autopartage avec la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) et la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que dans la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV).

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développe, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarif
Autopartage sans station fixe	an/véhicule	30,00 €

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe avec une emprise au sol réduite (inférieure à 3,5 m²).

4. AUTOPARTAGE AVEC STATIONNEMENT - MODULAUTO

	Unité	Tarif
Emplacement de stationnement	an/emplacement	170,00 €

SECURITE, PROPRETE, HYGIENE, SALUBRITE

1. CAPTURE DES ANIMAUX

Le Code Rural impose ou permet au Maire de prendre certaines dispositions dans le cadre de la gestion des animaux. Dans ce cas, la Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

En cas de refacturation, de prestations engagées par la ville, auprès des tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration pour frais de gestion.

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	112 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	140 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	185 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	224 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	90 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	90 €

Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	140 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	175 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	232 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	280 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	100 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	100 €

Majorations/exonérations	Tarifs
Majoration lors de la refacturation des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation d'enlèvement de cadavres d'animaux identifiés sur voie publique	5%
Exonération des frais de capture d'un animal en cas de force majeure*	0 €

*Exonération de paiement des frais de capture dans deux cas de force majeure, faisant suite à l'intervention de la Police Nationale ou des pompiers sur le propriétaire de l'animal :

- Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente du retour de son propriétaire
- Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente de trouver un membre de la famille qui reprenne ou abandonne l'animal. (SPA)

Dans ces cas particuliers, il ne s'agit pas de capture mais seulement de mise en sécurité de l'animal.

2. CAISSES DE TRANSPORT D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs
Taille 2 - Très petite (50cms < L < 55cms)	U	52 €
Taille 3 - Petite (55cms < L < 60cms)	U	71 €
Taille 4 - Moyenne (60cms < L < 65cms)	U	88 €
Taille 5 - Grande (65cms < L < 75cms)	U	128 €
Taille 6 - Très grande (75cms < L < 100cms)	U	200 €
Modèle : caisse en bois simple	Unité	Tarifs
Très petite	U	150 €
Petite	U	250 €
Moyenne	U	350 €
Grande	U	400 €
Très grande	U	500 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs
Très petite	U	200 €
Petite	U	300 €
Moyenne	U	400 €
Grande	U	500 €
Très grande	U	600 €
Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs
Très petite	U	400 €
Petite	U	750 €
Moyenne	U	1 000 €
Grande	U	1 500 €
Très grande	U	2 000 €

3. OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé.

Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera la prestation au propriétaire au tarif suivant :

	Unité	Tarif
--	--------------	--------------

Délibération n°V2018-514

Travaux d'office de débroussaillage	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention + majoration de 8% frais de gestion
-------------------------------------	---	---

4. AFFICHAGE SAUVAGE

(application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement)

Lutte contre l'affichage sauvage	Tarif
Frais d'enlèvement	150,00 €

CULTURE**1. LA SERRE AMAZONIENNE**

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2019	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour :	Gratuit	Gratuit
Les enfants de moins de 6 ans		
Les bénéficiaires de minima sociaux		
Enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier		
Tarif groupes		
Comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	4,00 €	4,00 €
Groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
Groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	Gratuit	Gratuit
Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite guidée -journée -parc de Lunaret (parc et/ou serre amazonienne)	10,00 €	10,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

2. LE PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses

Délibération n°V2018-514

d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- Au musée du Vieux Montpellier
- A la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs
Tarif normal individuel	3,00 €
Tarif réduit pour :	
Les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
Les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
Les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
Les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants	gratuit
A l'occasion de la Nuit Européenne des Musées	
Lors des Journées du Patrimoine	
Le 1er dimanche de chaque mois	

3. LE THEATRE JEAN VILAR

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables à partir de juin 2019, pour les spectacles de la saison 2019/2020.

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Plein tarif	19,00 €
Tarif réduit pour les étudiant, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité, titulaires du Pass Métropole	11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux	1,00 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles	
Plein tarif (13 € / spectacle supplémentaire)	52,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), titulaires du Pass Métropole	36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14,00 €
Dispositifs particuliers	
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)	10,00 €
Cultures et sport solidaires 34	gratuit
Maison des chômeurs	5,00 €

Les tarifs de location sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2019

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Grande salle	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 690 €
L'heure avant 9h et après 23h	258 €
Caution	1 950 €
Bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h	1 725 €
L'heure avant 9h et après 23h	184 €
Caution	1 330 €
Grande salle + bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 900 €
L'heure avant 9h et après 23h	295 €
Caution	2 200 €

4. LE CINEMA NESTOR BURMA

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli plus de 154 000 spectateurs.

Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2018 le renouvellement du classement Art et Essai assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément (3D)	1,00 €

Remplacement de lunettes 3D endommagées	45,00 €
---	---------

5. LA MAISON DES CHŒURS

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4H	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4H	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + salles de répétition)	Session de 4H	1 250 €	60 €
Cautionnement			
Caution pour tout espace loué	U		1 530 €
Refacturation de mise à disposition d'un agent			
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/heure		30 €

6. LOCATION DU CARRE SAINT ANNE

Ces tarifs prennent en compte le projet d'établissement ainsi que les coûts de fonctionnement de tels accueils.

Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité du lieu et avec accord préalable

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, entraînant

Délibération n°V2018-514

des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **n'entraînant pas de recettes**.

Carré Sainte-Anne	Unité	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €
<i>Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes</i>				

7. LOCATION DU PAVILLON POPULAIRE

Pavillon Populaire	Unité	Tarif
Visite privée guidée 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 000 €
Visite privée guidée et réception 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 750 €

Ce tarif comprend la présence d'1 guide médiateur et 2 agents de sécurité de 18h30 à 22h30.

Il inclut également, si Réception, 1 agent d'entretien de 18h à 22h.

Un effectif d'agents de sécurité supplémentaire pourra être facturé en sus si le dispositif souhaité par le client le nécessite

MAISON POUR TOUS

1. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

▪ Inscription dans les Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement	Tarifs
Adulte	7 €
Enfant (moins de 18 ans)	3,50 €

▪ Les cotisations annuelles pour les activités (hors vacances scolaires)

Activités collectives :	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (pour la saison scolaire)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €

Délibération n°V2018-514

Activités individualisées :	Musique
Tarification séances de musique individualisées à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €
Tarification séances de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €
Tarification séances de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

Conditions de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'usager, changement d'emploi du temps professionnel de l'usager, déménagement de l'usager, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

▪ **Les réductions :**

Réductions accordées pour les activités collectifs et cours individuels :	
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Etudiants (engagés dans un cursus d'enseignement supérieur) et lycéens	50%
bénéficiaires des allocations temporaire d'attente(ATA), solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, revenu de solidarité active (RSA)	
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

▪ **Les cotisations ponctuelles pour les activités**

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
--------------------------------	---------------

Délibération n°V2018-514

Tarification / séance	3 €
Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15 €

Une gratuité de certains événements sera appliquée selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.

2. LES SALLES DES MAISONS POUR TOUS

La Ville de Montpellier met des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110 €
Journée salle de - 20 personnes	55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110 €
Journée salle de + 60 personnes	220 €
Week-end réunions et assemblées	110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €
Caution location	150 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	30 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50 €
Journée salle de - 60 personnes	50 €

Délibération n°V2018-514

Journée salle de + 60 personnes	105 €
Week-end réunions et assemblées	50 €
Week-end stages d'activités des associations	50 €
Caution	150 €

3. LE THEATRE GERARD PHILIPPE

	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

4. LE CINEMA LOUIS FEUILLADE**▪ Le cinéma**

La Maison pour tous Louis Feuillade exploite un cinéma.

Les séances sont proposées aux tarifs suivants :

Entrée cinéma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses, et les abonnés des maisons pour tous.	4,00 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3,00 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif CE / COSC / CROUS	4,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Lunettes 3D	1,00 €

▪ Le théâtre et le studio vidéo

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade exploite un théâtre de quartier de 150 places, il accueille une programmation régulière, des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces peuvent être mis à disposition moyennant les tarifications suivantes :

Théâtre - LOCATION	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €

Délibération n°V2018-514

Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs
Tarification / heure	15 €

SPORTS ET JEUNESSE**1. LES PRESTATIONS JEUNESSE**▪ **La carte été jeunes**

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre.

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

▪ **Les ateliers « découverte »**

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

▪ **Les Photocopies et impression de CV**

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

▪ **Exposition & vide-studio annuel**

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces) : journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

Prestation	Tarifs 2019
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	21,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit

Vide studio	Gratuit
-------------	---------

2. LES ACTIVITES SPORTIVES

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Prestation	Tarif
Carte Montpellier Sports	5,00 €

3. LES LOCATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Les mises à disposition se font dans le cadre de créneaux annuels liés à l'activité de l'association, de stages sportifs ou de manifestations sportives.

Les installations sportives n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	15,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,10 €
Location de terrain	heure	11,70 €
Location de mur d'escalade	heure	10,00 €
Location de skate parc	heure	9,80 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	6,60 €
Autres usagers	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	52,50 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	8,10 €
Location d'installation athlétisme	heure	52,50 €
Location de mur d'escalade	heure	46,50 €
Location de terrain	heure	40,70 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	46,50 €
Location de skate parc	heure	46,50 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	199,00 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60 personnes	1 j	119,00 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	59,50 €

4. LES SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse, pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers ni à des associations culturelles.

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature, avec un montant identique à celui des Maisons pour tous pour une salle de 20 à 60 personnes)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

ENVIRONNEMENT ET ESPACES VERTS

1. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres.

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	682 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	962 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	602 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118,00 €
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m²	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	18,50 €

Délibération n°V2018-514

Surface d'arbustes < 10m ² ; 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

2. LA LOCATION DES JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif suivant est donc valable du 01/08/2019 au 31/07/2020

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2019
Location de jardin familial	m ² /an	1,04 €
Parcelle standard de 120m ²	€/an	125,00 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	125,00 €

3. LA TAXE SUR LA PUBLICITE LOCALE EXTERIEURE (TLPE)

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	120 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarifs
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m ² /an	30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m ² /an	60 €

ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT**1. LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING**

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires), pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires

Délibération n°V2018-514

de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	912 €	456 €	51 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	314 €	157 €	31 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	101 €	51 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 317 €	659 €	21 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	507 €	254 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif à la semaine)	/semaine	658 €	329 €	12 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif à la semaine)	/semaine	253 €	126 €	10 €
Cautionnement				
Caution	u			1 530 €

2. LES MARCHES

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seules les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarifs
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m ² / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m ² / avec véhicule	séance	26 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m ²)/ avec véhicules	séance	34 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m ² / 1 camion	séance	52 €

Marché aux Plants	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de	m ² /trimestre	14 €

Délibération n°V2018-514

septembre		
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	30 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarifs
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	20 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	25 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	séance	50 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	trimestre	510 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	séance	80 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,10 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,60 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m²/h/trimestre	0,50 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/1/2 jour	1,50 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,20 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/1/2 jour	2,00 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m²/jour	2,90 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m²	u/jour	15,40 €

Délibération n°V2018-514

Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	38,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m²/jour	11,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m²/jour	22,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

3. LES HALLES

Halles des Quatre Saisons	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	41,50 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	76,50 €

Halles Castellane	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	21,10 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	57,50 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	85,00 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	171,00 €

Halles Laissac	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,80 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	75,50 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarifs
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 150 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	3 650 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	3 960 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	4 380 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 000 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0 €

Redevances spécifiques	Unité	Tarifs
Redevance sur ventes réalisées via l'application "Bon et Local" Halles et Marchés connectés (sur états trimestriels communiqués par le prestataire)	réel/trimestre	1% du montant des ventes
Exonération des commerçants ayant souscrit à l'application avant le 31 janvier 2019 (déduit de la facture trimestre 1 ou 2 de l'année 2019)	forfait	500 €

Nouveautés 2019 : la Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer. Afin d'encourager le lancement de cette opération dans les halles Laissac, il a été décidé d'amoindrir l'investissement des premiers commerçants qui adhéreront au

Délibération n°V2018-514

dispositif. Il est aussi prévu à compter de 2019, d'instaurer une redevance sur ces ventes en lignes, qui sera calculée au réel sur présentation d'états certifiés par le prestataire de la plateforme.

Mise à disposition des Halles:

- Mise à disposition en semaine (du lundi au jeudi) : 1 500 €/soirée
- Mise à disposition le week-end (du vendredi au dimanche) : 2 000 €/soirée

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

4. LES DROITS TERRASSES

Cf. carte de zonage en annexe. La zone 4 non légendée est constituée par défaut de tout emplacement qui n'est ni en zone 1, 2 ou 3 sur le territoire montpelliérain.

Cas spécifiques prévus :

Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui généreront l'installation des terrasses.

- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	Unité	Tarifs
Zone 1	m ² /an	99 €
Zone 2	m ² /an	61 €
Zone 3	m ² /an	44 €
Zone 4	m ² /an	38 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	Unité	Tarifs
Zone 1	m ² /an	139 €
Zone 2	m ² /an	111 €
Zone 3	m ² /an	98 €
Zone 4	m ² /an	70 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	Unité	Tarifs
Zone 1	m ² /an	198 €
Zone 2	m ² /an	158 €
Zone 3	m ² /an	138 €

Délibération n°V2018-514

Zone 4	m ² /an	100 €
Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)		
Zone 1	m ² /an	324 €
Zone 2	m ² /an	254 €
Zone 3	m ² /an	203 €
Zone 4	m ² /an	173 €

5. LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarifs
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m ² /jour/véhicule	23 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m ²	an/véhicule	4 000 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	m ² /jour	33 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons... hors manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	unité de 2m ² /jour	20 €
Kiosque de vente immobilière	m ² /mois	115 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes - tout site	mois	320 €

6. LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarifs
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m ² /jour	11,50 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs
Etalages sur le domaine public (1m ² minimum appliqué)	m ² /an	130,00 €
Vitrine mobile non alimentaire	u/an	95,00 €
Porte menus hors terrasse	u/an	54,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire	u/an	420,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	515,00 €
Tourniquet, porte cartes	u/an	70,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarifs
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €

7. LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.

Délibération n°V2018-514

Exonération : les occupations techniques du domaine public à des fins d'utilité publique ne sont pas soumises à redevance.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarif
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	17 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarifs
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	30 €
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	60 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étais pour exécution de travaux de réfection : m ² de sol occupé ou projeté au sol (toute semaine commencée est due)		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m ² / semaine	5 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m ² / semaine	17 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable	m ² /3 mois	75 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m ² /3mois	95 €

Concessions d'occupation du domaine public	Unité	Tarif
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA

PENALITES

Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarifs
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	260 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

8. LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée.

Estivales - Esplanade Charles De Gaulle	Unité	Tarifs
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnées	m ² /jour	7,60 €
Bouquiniste 18m ²	u/Jour	25,00 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m ² /jour	17,20 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m ² /jour	17,20 €

Occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Diverses occupations - Espaces libres divers	m ² /jour	2,30 €
Diverses occupations - Espace Grammont	m ² /jour	1,80 €

Délibération n°V2018-514

Diverses occupations - Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	7,00 €
Diverses occupations - Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,80 €
Diverses occupations - Espace libre Peyrou	m²/jour	4,00 €
Diverses occupations - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	6,00 €
Stand de vente 12m² environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour	30,00 €
Food truck dans le cadre d'une manifestation autorisée par la Ville	u/jour	150,00 €
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	320,00 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m²/jour	0,18 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 625,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 250,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 100,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m²	jour/100m²	620,00 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général	u/jour	0,00 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	150,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	300,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	450,00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	600,00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Poneys/Chevaux ou autres animaux : promenade ou démonstration	jour/animal	120,00 €
Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²)	jour	40,00 €
Course d'orientation, chasse au trésor ou escape game avec entrée payante sur l'espace public	jour	30,00 €

	Unité	Tarifs
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	50 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an	45 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	U/an	55 €
Vide greniers	U/an	0 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarifs
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes/ Emplacement 18 m²	u/Jour	15,40 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour	30,00 €
Marché thématique évenementiel 12 m² environ	u/Jour	30,00 €
Festival d'Art et de Feu Stand 12 m² environ	u/Jour	20,00 €

Délibération n°V2018-514

Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	500,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ²	semaine	850,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ² Activité Restauration	semaine	1 050,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	700,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ²	semaine	1 150,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ² Activité Restauration	semaine	1 400,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	1 200,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ²	semaine	1 720,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ² Activité Restauration	semaine	2 100,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m ²)	semaine	520,00 €

SERVICES À LA POPULATION

1. CONCESSIONS FUNÉRAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.

Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

ACHAT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 15 ans 2 m ² pleine terre	526 €
Concession 30 ans 2 m ² pleine terre	1 060 €
Concession 50 ans 2 m ² pleine terre	1 800 €
Concessions 4 m²	
Concession 30 ans 4 m ² pour bâti	2 120 €
Concession 50 ans 4 m ² pour bâti	3 600 €
m² supplémentaire à la concession	
m ² supplémentaire à la concession 30 ans pour bâti	530 €
m ² supplémentaire à la concession 50 ans pour bâti	900 €
Columbarium	
Columbarium 30 ans 2/3 places	806 €
Columbarium 30 ans 4/6 places	1 619 €
Columbarium 50 ans 6/8 places	4 022 €
RENOUVELLEMENT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 5 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	170 €
Concession 10 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	340 €
Concessions 4 m²	

Délibération n°V2018-514

Concession 5 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	340 €
Concession 10 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	680 €
Concession 15 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	1 052 €
Columbarium	
Columbarium 5 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	133 €
Columbarium 10 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	266 €
Columbarium 15 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	399 €
Columbarium 5 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	270 €
Columbarium 10 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	540 €
Columbarium 15 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	810 €
Columbarium 5 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	402 €
Columbarium 10 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	804 €
Columbarium 15 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	1 206 €
Columbarium 30 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	2 412 €

Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs
Caveau bâti neuf 2 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	3 198,16 €
Equiperment sur terrain HT (Reprise Ville)	1 326,67 €
Revente infrastructure ancienne existante avec le terrain	Tarifs
Fosse bâtie 2 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	634,16 €
Fosse bâtie 4 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	896,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs
Caveau d'attente - séjour / jour & pénalités de retard travaux	11,00 €
Taxes inhumations	73,00 €
Dispersions	73,00 €
Redevances d'exhumation	73,00 €
Taxes de convois	73,00 €
Taxes de crémations	73,00 €
Vacations de police	20,00 €

AUTRES

1. LES SALLES MUNICIPALES

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public):

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

Délibération n°V2018-514

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarifs 2019		
		Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville)	à la semaine	3 300,00 €	1 650,00 €	31,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 250,00 €	1 125,00 €	53,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 350,00 €	1 675,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 110,00 €	2 055,00 €	106,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 820,00 €	1 410,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 090,00 €	1 045,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 680,00 €	840,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 360,00 €	680,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	268,00 €	134,00 €	27,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	533,00 €	266,50 €	54,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	630,00 €	315,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 260,00 €	630,00 €	63,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	464,00 €	232,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	928,00 €	464,00 €	63,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Cautionnement				

Délibération n°V2018-514

Caution pour tout espace loué	u	1 600,00 €
-------------------------------	---	------------

2. LE MATERIEL MUNICIPALDélivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,33 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,40 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	6,10 €	0 €
Podium	m²/jour	8,10 €	0 €
Barrière	u/jour	8,10 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,83 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	123 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	72 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	52 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	155 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		375 €	370 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1370 €	1 370 €

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

3. LA MAISON DE LA DEMOCRATIE

Accueillant la plus ancienne faculté de Médecine du monde occidental encore en activité, doté d'établissements médicaux à la renommée internationale, œuvrant pour le développement économique à travers l'ambitieux projet « Montpellier Capital Santé », le territoire de Montpellier noue un lien intime avec la santé, marqueur fort de l'identité méditerranéenne.

C'est avec ce souci de délivrer un service public de qualité et de proximité que sont mises à disposition des

Délibération n°V2018-514

permanences des associations de santé à la Maison de la démocratie. Chaque mois plus d'une vingtaine d'associations sont présentes pour prodiguer écoute, conseils et orientation.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués par les associations :

- La salle A
- La salle B

Les salles sont mises à disposition sur les plages horaires suivantes :

- De 9h00 à 12h30
- De 13h30 à 17h30

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations partenaires et pour les associations ayant un projet en cohérence avec « Montpellier Capital Santé ».

Plein tarif (Valorisation de l'aide en nature) : 27 €/session

Caution pour tout espace loué : 150 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

4. LES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie de documents, de numérisation, de photocopie et duplication de documents administratifs (*) et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville et de cartes postales.

Les fonds d'archives publiques détenus par les Archives de la Ville Montpellier sont réutilisables dans le respect de la loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public et de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (codifiées dans le code des relations entre le public et l'administration, articles L.321-1 à L.327-1). Cette réutilisation est gratuite pour des usages privés et commerciaux, sous réserve de citer systématiquement et de façon visible « Archives de la Ville de Montpellier, cote du document, titre du document » et de ne pas modifier ni d'altérer le sens du document.

(*) à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Photocopies et impressions papier	Tarifs
Photocopie A3 Couleur	1,40 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,30 €
Photocopie A4 (microforme)	0,35 €
Photocopie A4 Couleur	0,35 €
Photocopie A4 Noir& Blanc (tarif règlementé)	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €

Délibération n°V2018-514

Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs
Liste électorale sur support papier - prix par page	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2,75 €
Reprographie, Numérisation, Fourniture de fichier numérique existant, Transmission de fichier numérique et Droits de réutilisation de données publiques	Tarifs
Reprographie de plan de permis de construire	sur devis du prestataire
Numérisation (document non encore numérisé) < A3 (prix unitaire)	3,10 €
Numérisation (document non encore numérisé) ≥ A3 et < A1 (prix unitaire)	5,10 €
Fourniture de fichier numérique existant :	Tarifs
De 1 à 100 images	gratuit
De 101 à 1000 images (prix unitaire)	1,00 €
De 1001 à 10 000 images (prix unitaire)	0,50 €
De 10 001 à 50 000 images (prix unitaire)	0,30 €
De 50 001 à 100 000 images (prix unitaire)	0,10 €
De 100 001 à 500 000 images (prix unitaire)	0,07 €
Au-delà de 500 000 images (prix unitaire)	0,05 €
Transmission de fichier numérique (aucun support amovible extérieur ne sera accepté) :	Tarifs
Envoi par mail (jusqu'à 8 Mo) / serveur FTP (au-delà de 8 Mo)	gratuit
Fourniture de CD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	2,80 €
Fourniture de DVD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	5,10 €
Frais de port pour envoi de CD ou de DVD	2,65 €
Droits de réutilisation de données publiques	gratuit
Publications	Tarifs
Inventaire (prix unitaire)	25,00 €
Inventaire numérique (prix unitaire)	5,10 €
<i>Bulletin historique de la Ville de Montpellier</i>	8,40 €
Ancien numéro du <i>Bulletin Historique de la Ville de Montpellier</i>	5,00 €
Carte postale	0,80 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	prix éditeur

5. MATERIELS ET PRESTATIONS DE TRAVAUX DIVERS

Prestations	Tarifs
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public et de police de la publicité	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

6. L'ORGANISATION DES PRIMAIRES DES PARTIS POLITIQUES

Les primaires seront organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un

Délibération n°V2018-514

bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend :

- le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...),
- la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de **390 €** par bureau et par tour de scrutin.

7. LA MOBILISATION D'UN AGENT

Prestations	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	24 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche	H / agent	48 €
Dimanche et jours fériés	H / agent	40 €

8. LA MOBILISATION D'UN VEHICULE

Prestations	Unité	Tarifs
Tarif véhicule léger	H / véhicule	7 €
Tarif fourgon	H / véhicule	10 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les tarifs municipaux présentés ci-dessus pour l'année 2019 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Délibération n°V2018-514

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Barème pour le calcul de l'indemnité des dommages causés aux arbres Tarifs 2019.doc
- TERRASSES - Zones de tarification 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Claire HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

SAEML TaM - Prise de participation - Approbation - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 €, au côté de Montpellier Méditerranée Métropole, actionnaire majoritaire avec 46,02% du capital. La Ville de Montpellier détient 9,11% du capital, soit 3 122 actions pour 390 250 € et occupe 1 poste sur 12 au conseil d'administration de la société. La Présidence de la société est détenue par Montpellier Méditerranée Métropole, en la personne de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

A titre principal, la société TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, puis réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement payant sur voirie.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence le Conseil de Métropole par délibération n°M2018-210, en date du 31 mai 2018 a retenu la société TaM pour gérer la délégation de service public relative à l'exploitation du service public de transport urbains, pour une durée de 6 ans du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024.

Le délégataire a en charge les services suivants :

- un réseau de lignes de tramway,
- un réseau de lignes d'autobus urbains et suburbains,
- un service de TAD,

Délibération n°V2018-515

- des services spéciaux et occasionnels et notamment ceux mis en œuvre pour desservir mes équipements métropolitains dans le cadre d'activités scolaires,
- des parcs relais P+Tram et des parkings de proximité.

Le contrat de délégation de service public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAEML TaM, autorise cette dernière à subdéléguer une partie de ces services.

Une consultation a été lancée par un avis d'appel public à la concurrence le 19 juillet 2018, en vue de confier à un subdélégataire à compter du 1^{er} janvier 2019, les prestations de coordination, de contrôle et d'exploitation des transports suburbains sous-traités (services de lignes régulières suburbaines, services de TAD et minibus du soir, services sorties éducatives, services spéciaux, Amigo et occasionnels) ainsi que la fourniture d'une prestation d'assistance technique à la société TaM, délégataire et la mise en œuvre d'un laboratoire des mobilités.

Lors de la Commission d'Appel d'Offres de la SAEML TaM en date du 22 novembre 2018, l'offre de la société Transdev a été retenue.

La société Transdev s'est engagée à créer une société dédiée, dénommée Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M). Cette société par action simplifiée au capital de 50 000 €, divisé en 5 000 actions de 10 € chacune est détenue entièrement par la société Transdev.

Cette dernière s'est également engagée, dans le contrat de subdélégation, à permettre à la société TaM de rentrer au capital à hauteur de 5% soit 250 actions pour 2 500 €.

Conformément aux statuts de la société TaM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'Administration de la société ; aussi toute prise de participation même minoritaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du CGCT qui dispose : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements d'actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de prise de participation de la SAEML TaM dans la société Transdev Mobilités Montpellier Métropole à hauteur de 5% du capital, soit 2 500 euros ;
- D'autoriser Madame Mylène CHARDES, en tant que représentante de la ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la société TaM, à voter en faveur de cette prise de participation à l'occasion du prochain Conseil d'Administration de la SAEML TaM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Délibération n°V2018-515

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet statuts TMM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Claire HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

1) Attributions de subventions

Code	Structure	Type	Titre	Montant
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement		1 000 €
6616	CŒURS DE VILLE	Fonctionnement		2 000 €
7109	ESPOIR 34	Projet	EDUCATION REUSSITE ET QUARTIERS POPULAIRES	5 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930

Délibération n°V2018-516**2) Modification d'attribution de subvention**

Par délibération n°V2017-458 du 21 décembre 2017 la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 500 € à l'association COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL – COFSEC pour la réalisation du projet « Séminaire Montpellier ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 8 000 €;
- D'approuver l'annulation de subvention comme indiquée ci-dessus ;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf

- Convention projet type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Finances, Administration générale, Affaires juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Dans le cadre de la thématique FINANCES :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE FORCE OUVRIERE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	4 000 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
2866	COMITE DES OEUVRES SO-	Fonctionnement	722 000 €

	CIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL / COSC		
TOTAL			732 450 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

Code	Nom de la structure	Type	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	197 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657361, chapitre 932

Code	Nom de la structure	Type	Montant
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE CCAS	Fonctionnement	12 126 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657362, chapitre 934

Dans le cadre de la thématique **ECOMOBILITE** :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
3366	VELOCITE LANGUEDOC	Fonctionnement	800 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 13 060 550 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Caisse des Ecoles.pdf
- Convention CCAS.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf
- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSÉ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans la continuité de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs, gérés par différentes directions, qui s'est tenue le 14 novembre 2018, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 avec reconduction une fois de manière expresse pour les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subventio n	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Regards sur le cinéma Algérien	121 avenue de Boirargues	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019
Identité et Partage	121 avenue de	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	Boirargues				
Jazz in Clap Coop	121 avenue de Boirargues	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019
Assemblée Régionale des Radios Associatives d'Occitanie	121 avenue de Boirargues	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019
Playm'Hérault	257 avenue de Boirargues	1 350 €	1 315 €	35 €	31/12/2019
Epilepsie France	257 avenue de Boirargues	1 650 €	1 615 €	35 €	31/12/2019
Mouvement Citoyennes Maintenant	257 avenue de Boirargues	1 980 €	1 945 €	35 €	31/12/2019
Le Peyrou des Séniors en action	257 avenue de Boirargues	825 €	790 €	35 €	31/12/2019
Don Quijote Centre culturel Hispanique	257 avenue de Boirargues	825 €	790 €	35 €	31/12/2019
Surdi 34 -Association de Déficients auditifs	257 avenue de Boirargues	2 970 €	2 935 €	35 €	31/12/2019
Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc - FNACA	16 rue Ferdinand Fabre	4 797 €	4 762 €	35 €	31/12/2019
Union Nationale des Combattants section de Montpellier	16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2019
Anciens Marins et Marins Anciens Combattants de Montpellier	16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2019
Anciens Combattants Prisonniers de Guerre/ Combattants Algérie Tunisie Maroc - ACPG/CATM	16 rue Ferdinand Fabre	3 237 €	3 202 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation Hérault- AFMD	16 rue Ferdinand Fabre	604, 50 €	569, 50 €	35 €	31/12/2019
Association Républicaine des Anciens Combattants - ARAC	16 rue Ferdinand Fabre	604, 50 €	569, 50 €	35 €	31/12/2019
Association des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes - ADIRP	16 rue Ferdinand Fabre	604, 50 €	569, 50 €	35 €	31/12/2019
Union Française des Associations de Combattants et victimes de guerre - Union Départementale de l'Hérault UDAC - UFAC	16 rue Ferdinand Fabre	604, 50 €	569, 50 €	35 €	31/12/2019
Union Locale des Anciens Combattants - ULAC	16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2019
Association des Pupilles de la Nation des Orphelins de Guerre ou du Devoir - ANPNOGD	16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2019
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance - ANACR	16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2019
Union Nationale des Combattants section de l'Hérault - UNC	16 rue Ferdinand Fabre	4 538, 30 €	4 503, 30 €	35 €	31/12/2019
Rhin et Danube	16 rue Ferdinand Fabre	477.75 €	442, 75 €	35 €	31/12/2019
Association des Déportés Internés et Familles de disparus - ADIF	16 rue Ferdinand Fabre	477, 75 €	442, 75 €	35 €	31/12/2019
Comité d'Entente	16 rue	477, 75 €	442, 75 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

des Associations de Combattants de l'Hérault - CEACH	Ferdinand Fabre				
La Centurie des plus jeunes combattants volontaires de la résistance	16 rue Ferdinand Fabre	477, 75 €	442, 75 €	35 €	31/12/2019
Union Héraultaise des Anciens Combattants - UHAC	16 rue Ferdinand Fabre	1 319, 50 €	1 284, 50 €	35 €	31/12/2019
Association des Anciens Combattants de Montpellier	16 rue Ferdinand Fabre	1 319, 50 €	1 284, 50 €	35 €	31/12/2019
Club Emploi Cadres	1 rue Embouque d'Or	4 550 €	4 515 €	35 €	31/12/2019
Association Eclaireuses et Eclaireurs de France	1 rue Embouque d'Or	3 900 €	3 865 €	35 €	31/12/2019
Parents Enfants Médiation	1 rue Embouque d'Or	10 400 €	10 365 €	35 €	31/12/2019
Union des Combattants Européens (ex Union des Combattants pour une Europe Unie)	1 rue Embouque d'Or	1 300 €	1 265 €	35 €	31/12/2019
Union Féminine Civique et Sociale Familles rurales	1 rue Embouque d'Or	7 670 €	7 635 €	35 €	31/12/2019
Union Féminine Civique et Sociale Familles rurales	1 rue Embouque d'Or	1 300 €	1 265 €	35 €	31/12/2019
Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits	1 rue Embouque d'Or	7 800 €	7 765 €	35 €	31/12/2019
Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain, territoires de Montpellier - APIEU	842 rue de la Vielle Poste Mas de Costebelle	12 870 €	12 835 €	35 €	31/12/2019
LABELBLEU	842 rue de la Vielle Poste Mas de Costebelle	2 090 €	2 055 €	35 €	31/12/2019
Comité Prospective et concertation du Millénaire Quartiers	842 rue de la Vielle Poste Mas de	1 540 €	1 505 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

Est	Costebelle				
Alger Club Les enfants Les amis	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Oranie 83	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Amicale Héraultaise des Enfants des départements Bone Constantine	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	946 €	911 €	35 €	31/12/2019
Amicale des Français d'Outre Mer et leurs amis	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Club de Loisirs des Rapatriés	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon La Marqueroze	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Cercle culturel amis de Malte du L.R et Amicale des anciens de Tunisie	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 650 €	1 615 €	35 €	31/12/2019
Cercle Algérieniste de Montpellier	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2019
Association pour le Jumelage Montpellier - FES	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	579, 15 €	544, 15 €	35 €	31/12/2019
Amicale Généalogique Méditerranée	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	579, 15 €	544, 15 €	35 €	31/12/2019
Tang' Hérault Montpellier	40, rue Favre de St Castor	20 900 €	20 865 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	Résidence St James				
Association culturelle des berbères de Kabylie	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	2 750 €	2 715 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier de Celleneuve	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	1 100 €	1 065 €	35 €	31/12/2019
Ligue contre la violence routière section Hérault	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	1 980 €	1 945 €	35 €	31/12/2019
Association des Eclaireuses et Eclaireurs de France	Domaine de Grammont, 2733 avenue Albert Einstein	900 €	865 €	35 €	31/12/2019
CESAM Migration Santé Languedoc, Comité pour la santé des migrants	155, rue de Bologne Domaine de Baroncelli	3 300 €	3 295 €	35 €	31/12/2019
Institut Universitaire Maïmonide, Averroes, Thomas d'Aquin	1 rue de la Barralerie	30 160 €	30 125 €	35 €	31/12/2019
Association d'Education Populaire St Paul Ste Croix	15, rue du Bassin	8 030 €	7 995 €	35 €	31/12/2019
Comité d'Entente des associations de Grands Invalides de Guerre de l'Hérault	Résidence Petit Bois de la Colline, 56 rue du Père Blanc	7 150 €	7 115 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier Hauts de Massane	385, rue Pierre Cardenal, résidence du Lac	11 700 €	11 665 €	35 €	31/12/2019
France bénévolat Montpellier Hérault (ex Centre du Volontariat)	30 rue Cardinal de Cabrières	9 750 €	9 715 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	370, rue de Centrayrargues	6 930 €	6 895 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	Rue de centrayrargues (ancienne bibliothèque Guillaume	11 550 €	11 515 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	Apollinaire)				
Grain d'image	9 rue Joachim Colbert	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019
Faso savoirs	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	3 355 €	3 320 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	3 355 €	3 320 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	Résidence Paul Valéry II 94 rue Danton	3 300 €	3 265 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	Résidence Paul Valéry II 116 rue Danton	3 300 €	3 265 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier Lez Pompignane de Montpellier	127 rue Marie Durand, résidence Pompignane	3 300 €	3 265 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	137 rue Marie Durand, résidence Pompignane	12 650 €	12 615 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	21 square Neptune Résidence Neptune	5 220 €	5 185 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les relais du cœur de l'Hérault	60 Square de Cos Résidence Mercure	13 950 €	13 915 €	35 €	31/12/2019
Amicale des retraités de Paul Valéry	Résidence Paul Valéry II, 220 rue Hébert	6 600 €	6 635 €	35 €	31/12/2019
Association Départementale Parents d'Elèves Enseignement Public Hérault PEEP	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	3 080 €	3 045 €	35 €	31/12/2019
Football Club Pas du Loup	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	1 100 €	1 065 €	35 €	31/12/2019
Collectif Yves du Manoir	Résidence Paul Valéry II, 361 rue	2 970 €	2 935 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	Hébert				
Action d'urgence internationale	1415, rue de Fontcouverte, les Terrasses de Montcalm	9 900 €	9 865 €	35 €	31/12/2019
Majorettes de la Ville de Montpellier	1351, rue de Fontcouverte le Gémail	22 000 €	21 965 €	35 €	31/12/2019
Les Majorettes impériales de Montpellier	343 rue de Gênes	2 460 €	2 425 €	35 €	31/12/2019
Les retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gênes	2 460 €	2 425 €	35 €	31/12/2019
Montpellier contre la violence	343 rue de Gênes	2 460 €	2 425 €	35 €	31/12/2019
Le Mouvement du Nid - Délégation de l'Hérault	Hôtel de Gérone 1 rue Germain	6 890 €	6 855 €	35 €	31/12/2019
Association Nationale Le Refuge -Délégation Montpellier	Hôtel de Gérone 2 rue Germain	601, 48 €	255, 53 €	345, 95 €	31/12/2019
Amicale des Corses de Montpellier	6, rue des Hospices le Domitien	13 000 €	12 965 €	35 €	31/12/2019
La Terre en soi	Résidence le Chapeau rose Rue Jules Isaac	1 136 €	1 101 €	35 €	31/12/2019
Université du Tiers Temps	Résidence le Chapeau rose Rue Jules Isaac	1 136 €	1 101 €	35 €	31/12/2019
Terra Unita	Résidence le Chapeau rose Rue Jules Isaac	1 136 €	1 101 €	35 €	31/12/2019
Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier - CLCV	Résidence Utrillo 23 rue de Nîmes	14 950 €	14 915 €	35 €	31/12/2019
Familles des traumatisés crâniens du Languedoc-Roussillon	134 rue de Thèbes / 5 place du Millénaire Forum II	8 970 €	8 935 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier Les amoureux de Candolle	19 rue Lallemand	9 464 €	9 429 €	35 €	31/12/2019
Comité de quartier et Cévennes	Résidence Las Rebes	7 370 €	7 335 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

Environs	556 avenue Louis Ravaz				
Réseau des Semeurs de Jardins	59 rue de Las Sorbes, Les Jardins d'Assas	6 160 €	6 125 €	35 €	31/12/2019
Espoir Hérault	356, rue Ferdinand de Lesseps 34000 MTP	5 500 €	5 465 €	35 €	31/12/2019
Groupement d'Entraide Mutuelle - GEM -Lesseps	356, rue Ferdinand de Lesseps 34000 MTP	5 500 €	5 465 €	35 €	31/12/2019
UNAFAM, union Nationale des Amis et Familles des Malades Psychiques	356, rue Ferdinand de Lesseps 34000 MTP	11 000 €	10 965 €	35 €	31/12/2019
Solidarité DOM TOM Hérault	236, avenue de Louisville résidence Aigoual Dourbie	23 110 €	17 038, 54 €	6 071, 86 €	31/12/2019
TIN HINAN	305 rue Le Grand Mail Résidence Aigoual Dourbie	17 910 €	17 875 €	35 €	31/12/2019
ANIM'FRIMOUSSE et Cie	Résidence Pompignane rue de Leyde 88 rue André Malraux	7 810 €	7 775 €	35 €	31/12/2019
Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier - CLCV	49 rue Paul Marres	4 950 €	4 915 €	35 €	31/12/2019
Restaurants du Cœur - Les Relais du Cœur de l'Hérault	Résidence Aiguelongue 675 rue de Montasinos	4 730 €	4 695 €	35 €	31/12/2019
Association Amélioration de l'Habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse	Résidence Aiguelongue 913 rue Montasinos 34090 MTP	4 290 €	4 255 €	35 €	31/12/2019
Fédération Régionale des Associations de Prévention Santé FRAPS	54, chemin de Moulares le Dom Bosco	42 570 €	42 535 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

CODES 34.48					
Association de quartier Beaux Arts Pierre Rouge	Résidence Les Beaux Arts II 12 esplanade de la musique	7 800 €	7 765 €	35 €	31/12/2019
Association Loisirs Détente pour Inadaptés (ALVI)	191 square Neptune	5 130 €	5 095 €	35 €	31/12/2019
Association RIRE	13 faubourg de Nîmes	2 750 €	2 715 €	35 €	31/12/2019
A.D.R.A	Le Nombre d'Or 7, place du Nombre d'Or	13 130 €	13 095 €	35 €	31/12/2019
A.D.R.A	Le Nombre d'Or 19, place du Nombre d'Or	17 420 €	17 385 €	35 €	31/12/2019
A.D.R.A	Le Forum I Rue de Thèbes	8 970 €	8 935 €	35 €	31/12/2019
Société Astronomique de l'Hérault - Pierre VAURIOT	17, bd de l'Observatoire tour de la Babote	15 730 €	15 695 €	35 €	31/12/2019
Association pour le développement des soins palliatifs de Montpellier	39 rue François d'Orbay Résidence le Bénédictin 34080 MTP	2 700 €	2 665 €	35 €	31/12/2019
Association pour la Taxation des Transactions Financières - ATTAC	39 rue François d'Orbay Résidence le Bénédictin 34080 MTP	1 350 €	1 315 €	35 €	31/12/2019
Artisans de Nouveaux Développements (AND)	39 rue François d'Orbay Résidence le Bénédictin 34080 MTP	1 350 €	1 315 €	35 €	31/12/2019
Association de du Cardiologie Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay Résidence le Bénédictin 34080 MTP	1 440 €	1 405 €	35 €	31/12/2019
Association des Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay Résidence le	900 €	865 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	Bénédictin 34080 MTP				
Association AL ANON - Alateen Groupes familiaux	39 rue François d'Orbay Résidence le Bénédictin 34080 MTP	1 620 €	1 585 €	35 €	31/12/2019
Association de Défense des Familles et des Individus (ADFI)	Résidence les Aubes 85 rue des Passereaux	7 800 €	7 765 €	35 €	31/12/2019
Amicale des Arméniens de Montpellier et sa Région	488, avenue du Père Soulas résidence Europa immeuble Portugal	11 000 €	10 965 €	35 €	31/12/2019
Association de quartier Puech Villa Les Bastides	149 rue Gay Lussac résidence Pétrarque	16 500 €	16 465 €	35 €	31/12/2019
Gymnastique volontaire Section d'Alco	Résidence Las Rebes 239 rue des Papyrus	3 630 €	3 595 €	35 €	31/12/2019
Association Vivre Ensemble en Citoyens quartier des Cevennes - A V E C	Résidence Las Rebes 239 rue des Papyrus	3 630 €	3 595 €	35 €	31/12/2019
Lou Parage de Mount-Peliè	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	25 350 €	25 315 €	35 €	31/12/2019
Université du Tiers Temps	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	18 200 €	18 165 €	35 €	31/12/2019
Jeune Chambre Economique de Montpellier	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	6 110 €	6 075 €	35 €	31/12/2019
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 950 €	1 915 €	35 €	31/12/2019
Association Française pour les Familles de Donneurs d'Organes	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	5 850 €	5 815 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

- AFFDO					
Sésame autisme Hérault	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 560 €	1 525 €	35 €	31/12/2019
SOS Hépatites Languedoc Roussillon	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 560 €	1 525 €	35 €	31/12/2019
Angel	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2019
SOS Homophobie Délégation Languedoc Roussillon	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2019
MartinE	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2019
Contact Hérault	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2019
Brand à Part	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 386, 67 €	1 351, 67 €	35 €	31/12/2019
Numériques	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 386, 67 €	1 351, 67 €	35 €	31/12/2019
Champ Contrechamp	Hôtel de Varennes 2 Place Pétrarque	1 386, 67 €	1 351, 67 €	35 €	31/12/2019
Spéleo Club de Montpellier	271, avenue du Pic St Loup le Verdi	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019
Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques	603 avenue du Pont Trinquat, résidence le Cézanne	15 290 €	15 255 €	35 €	31/12/2019
ACLE (association des cevennes pour l'insertion, les loisirs et l'Education)	Maison de quartier J-P Chabrol 921 av Louis Ravas	3 795 €	3 760 €	35 €	31/12/2019
Association Vivre	Maison de	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

Ensemble en Citoyens dans le Quartier des Cevennes	quartier J-P Chabrol 921 av Louis Ravas				
La Maison d'Espagne, Casa de Espana de Montpellier	3 rue Raoul rés. Les jardins d'Emeraude	23 400 €	23 365 €	35 €	31/12/2019
Union Fédérale des consommateurs Que Choisir	3 rue Richelieu Le Richelieu	12 350 €	12 315 €	35 €	31/12/2019
Fédération Conseil des Parents d'Elèves de l'Hérault	27, rue Savorgnan de Brazza La Butte II	16 500 €	16 465 €	35 €	31/12/2019
Association du Nouveau Ste Anne	1, rue Ste Anne	2 210 €	2 175 €	35 €	31/12/2019
Centre Culturel Italien Societa Dante Alighieri	25, rue Ste Ursule	13 000 €	12 965 €	35 €	31/12/2019
France Israël - Allinace Général Koenig	160, val de Montferrand le Vallespir	2 970 €	2 935 €	35 €	31/12/2019
Accueil Villes Françaises (ex Montpellier-A.V.F.-Accueil)	7, rue Verrerie Basse	22 490 €	22 455 €	35 €	31/12/2019
Jouons en ludothèque	1147 avenue Villeneuve d'Angoulême, Les Sylvains 34070 MTP	2 750 €	2 715 €	35 €	31/12/2019
Commune Libre de Figuerolles	100 faubourg Figuerolles Résidence Zuccarelli	11 700 €	11 665 €	35 €	31/12/2019
I. PEICC (I. Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Résidence Uranus 139 rue du Bari	15 660 €	15 625 €	35 €	31/12/2019
Pain de l'Espoir	Résidence Saturne 146 Square Saturne	11 520 €	11 485 €	35 €	31/12/2019
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	Maison de Quartier Pauline Lafont 635 rue Jacques Bounin	11 000 €	10 965 €	35 €	31/12/2019
Association féminine	Maison du	4 400 €	4 365 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

Jasmin d'Orient	vivre ensemble 1 rue Jean Vachet				
France Victimes 34 (ex A.D.I.A.V.)	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	13 000 €	12 965 €	35 €	31/12/2019
A.V.I.S.O. Visite, Soutien aux détenus et aux familles	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	2 080 €	2 045 €	35 €	31/12/2019
Pédagogie et Prison	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	2 080 €	2 045 €	35 €	31/12/2019
Association Pour toutes	111 rue Camille Desmoulins	9 680 €	9 645 €	35 €	31/12/2019
Friends of the Anglophone Library	23 rue Lakanal	9 880 €	9 845 €	35 €	31/12/2019
Comité associatif de la rauze Saysset	27 rue Jean-pierre Biscay	9 900 €	9 865 €	35 €	31/12/2019
Comité Départemental de la Jeunesse au Plein Air de l'Hérault	414 rue Louise Michel 34000 Montpellier	7 810 €	7 775 €	35 €	31/12/2019
Club de la Presse	Le Nombre d'Or 1 place du Nombre d'Or (siège social)	16 313,45 €	0 €	16 313,45 €	31/12/2019
Club de la Presse	Le Nombre d'Or 3 place du Nombre d'Or	1 800 €	1 765 €	35 €	31/12/2019
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5 060,00 €	5 025 €	35 €	31/12/2019
Gipsy Catalans	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay (à proximité de la chapelle de la Résurrection)	630,00 €	595,00 €	35 €	31/12/2019
Association Office du Tourisme Métropolitain	30 allée de Lattre de Tassigny	51 490 €	51 490 €	0 €	31/12/2019
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée de Montpellier	Chapelle de Grammont Domaine de Grammont	29 700,00 €	29 665,00 €	35 €	31/12/2019

Délibération n°V2018-518

	avenue Albert Einstein				
Mouvement Français pour le planning Familial	48 boulevard Rabelais	17 330,00 €	17 330,00 €	0 €	31/12/2019
Chèvrefeuille étoilé	88 bis avenue de Toulouse	825,00 €	790,00 €	35 €	31/12/2019
Comité de Quartier de Port Marianne Sud	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée	7 425,00 €	7 390,00 €	35 €	31/12/2019
Cœur Marianne	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée	7 425 €	7 390 €	35 €	31/12/2019
Agence Locale de L'Energie et du Climat Montpellier Métropole	Les Echelles de la Ville 2 place Paul Bec 34000 MTP	27 040,00 €	27 005,00 €	35 €	31/12/2019
Association Office du Tourisme de Montpellier	Ancien Hôtel de Ville 1 Place f. Ponge (R + 5)	88 660 €	88 660 €	0 €	31/12/2019
Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole	Ancien Hôtel de Ville 1 place F. Ponge (RdC)	53 105 €	10 105 €	43 000 €	31/12/2019

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de location du domaine public et privé de la Ville, dont un exemplaire est joint en annexe ;
- D'approuver les loyers et redevances minorés proposés aux 170 associations listées ci-dessus, et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 1 212 815, 58 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 34 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Fabien ABERT, M. Luc ALBERNHE, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Maud BODKIN, M. Gérard CASTRE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

Délibération n°V2018-518**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018****Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire****Philippe SAUREL**
**Publiée le : 27 décembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- exemple de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, un agent titulaire de catégorie A à temps complet assurant les fonctions de Responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe de la mise à disposition de cet agent, pour une durée d'un an. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.

Délibération n°V2018-519**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 936 ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg telle que présentée en annexe.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des services communs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créer des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, le Département du Développement de l'Aménagement du Territoire.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de six agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, tels que détaillés ci-dessous, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- 4 agents de catégorie C auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales pour une durée de trois mois,
- 1 agent de catégorie C auprès du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire pour une durée de 6 mois,
- 1 agent de catégorie C auprès du Secrétariat Général pour une durée de 6 mois.

Délibération n°V2018-520

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole,
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930-020-15-70846,
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projets de conventions de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Élection d'un nouveau membre de la Commission municipale n° 1 "Finances"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui leur sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°1 « Finances », en respectant le principe de la représentation pluraliste de l'assemblée issue du scrutin municipal comme le prévoit l'article L 2121-22 du code général des collectivités territoriales.

Suite à la démission de Monsieur Gérard LANNELONGUE de cette Commission « Finances », il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouveau membre de la Commission municipale n°1 « Finances », et de procéder à cette

Délibération n°V2018-521

désignation à main levée, selon les dispositions de l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil de procéder à un vote à main levée selon les dispositions de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Christian DUMONT sur proposition du Président du groupe Les Républicains - Centre - Société civile.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Les Commissions municipales sont désormais composées des membres suivants :

Commission 1 « Finances » :

Christian DUMONT
Patrick RIVAS
Séverine SCUDIER
Henri MAILLET
Nicole LIZA
Dominique MARTIN-PRIVAT
Luc ALBERNHE
Hervé MARTIN
Michèle DRAY-FITOUSSI
Audrey LLEDO

Commission 2 « Affaires Générales » :

Samira SALOMON
Henri MAILLET
Véronique PEREZ
Véronique DEMON
Daniel BOULET
Rémi ASSIE
Mustapha MAJDOUL
Nancy CANAUD
Clare HART
Audrey LLEDO

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Délibération n°V2018-521

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

12

Table thématique des décisions

2018

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u> 1. Propriétés communales 4. Louage de choses 8. Dons et legs 9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-430	Convention de mise à disposition de la Maison de la Maison des Chœurs à l'association JORDELAN les 22 et 29 Octobre Tome I et les 17 et 22 décembre 2018	Décembre Tome II	2018/2717
VD2018-431	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'ART-SCÈNE-MONTPELLIER du 5 au 11 Février Tome I 2019	Décembre Tome II	2018/2718
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Urbanisme</u> 11. Estimations des services fiscaux expropriations 13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme 14 et 20. Droits de préemption 17. Avis pour établissement public foncier local 18. Participation constructeur pour ZAC 21. Droits de priorité			
VD2018-469	DROIT DE PREEMPTION Espaces Naturels Sensibles du Département - Propriété CRASSOUS - 1154 avenue de Saint Maur - Abrogation de la décision de préemption	Décembre Tome II	2018/2752
VD2018-485	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété Consorts AVAKIAN - 15-17 Rue du Nord - Parcelles cadastrées IZ 412 et 414 Exercice du droit de préemption	Décembre Tome II	2018/2764

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
III. <u>Finances</u> 2. Emprunts 6. Régies comptables 19. Lignes de trésorerie 24. Demandes de subventions			
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-419	Direction de la Culture et du Patrimoine - Modification de la régie d'avances - Cinéma Nestor Burma - Ajout d'un mode de paiement	Décembre Tome II	2018/2705
VD2018-445	Théâtre Jean Vilar - Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales	Décembre Tome II	2018/2723
VD2018-451	Direction des Finances - Modification de la régie d'avances Ajout d'une dépense autorisée	Décembre Tome II	2018/2732
VD2018-452	Direction des Relations aux Publics - Service PRESTO Régie de recettes Prestation de Proximité Clôture des sous-régies de recettes	Décembre Tome II	2018/2735
VD2018-453	Direction des Relations aux Publics - Service PRESTO Modification de la régie de recettes Prestation de Proximité	Décembre Tome II	2018/2737
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
IV. <u>Commande Publique</u>			
VD2018-407	Signature d'un avenant de prolongation du marché n°4D0038 ' Achat de petit matériel électrique, piles batteries et lampes '	Décembre Tome II	2018/2691
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-413	Signature d'un avenant de prolongation au lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) et au lot n°2 (achat de vaisselle jetable à usage unique) du marché n° 4D0039 ' Achat de fournitures hôtelière '	Décembre Tome II	2018/2691
VD2018-414	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique. (8D0007)	Décembre Tome II	2018/2693
VD2018-416	Marché public n°V8B0005DC: acquisition des droits d'exploitation des œuvres présentées au Pavillon Populaire dans le cadre de l'exposition I am a man	Décembre Tome II	2018/24695
VD2018-417	Signature d'un avenant de prolongation aux lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 du marché N°4D0037' Achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage '	Décembre Tome II	2018/24697

VD2018-418	Marché n° 6D0039 - Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier - Avenant n°2	Décembre Tome II	2018/2699
VD2018-421	MARCHE PUBLIC - Contrat de prestations de service Jumping International Montpellier Occitanie - Edition 2018 Marché VB0003DS	Décembre Tome II	2018/2708
VD2018-424	Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier - Marché public n° 8D0015 - Relance du lot n°3 ' Menuiseries extérieures '	Décembre Tome II	2018/2710
VD2018-428	Accord-cadre pour la mission de Mai Tome I Tome Itrise d'œuvre urbaine en vue de l'aménagement du secteur Hortus - Autorisation de signature	Décembre Tome II	2018/2713
VD2018-429	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de cinémomètres et d'éthylotests -(8B0072)	Décembre Tome II	2018/2715
VD2018-436	Marché public - Avenant de transfert n°1 au marché n° 4D0045	Décembre Tome II	2018/2719
VD2018-441	Marché n°5D0068 "Nettoisement et collecte des déchets des Halles et des Marchés de Plein Air" - Avenant n°1	Décembre Tome II	2018/2721
VD2018-446	Marché n° 8B0063 - Mise en exploitation technique des Nouvelles Halles Laissac	Décembre Tome II	2018/2724
VD2018-447	Prolongation de la durée du marché n° 6B0097 pour "une assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel de Ville et les Mai Tome I Tome Iries de proximité de Montpellier". Avenant 1	Décembre Tome II	2018/2726
VD2018-449	Marché public - Avenants de transfert au marché n° 5D0036 - lots 2 et 3	Décembre Tome II	2018/2728
VD2018-457	Avenant n°2- Marché n°8B0017 - Réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine Prolongation de la durée du marché pour le lot n°3. Autorisation de signer l'avenant	Décembre Tome II	2018/2740
VD2018-461	Attribution d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée pour l'exploitation d'équipements climatiques n°V8B0006EM	Décembre Tome II	2018/2744
VD2018-466	MONTPELLIER GRAND COEUR - Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place Royale du Peyrou - Attribution du marché 7D0043	Décembre Tome II e	2018/2750
VD2018-470	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'un véhicule SSV 4X4 thermique essence équipé lutte incendie pour le Zoo de LUNARET. (8B0069)	Décembre Tome II e	2018/2754

VD2018-472	Marché à procédure adaptée "Etude de diagnostics du jardin de la Reine" N°8B0030	Décembre Tome II	2018/2756
VD2018-477	Marché n°V8D0040UV "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël" - Avenant n°1	Décembre Tome II	2018/2762
VD2018-494	MARCHE PUBLIC - Achat d'équipements numériques pour les écoles de la Ville de Montpellier - Accord-cadre N° V8D0024RI	Décembre Tome II	2018/2767
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V. <u>Contentieux</u> 5. Contrats d'assurance 10. Rémunérations frais juridiques 15. Contentieux 16. Accidents véhicules municipaux			
VD2018-460	Décision d'ester en justice "SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"	Décembre Tome II/II	2018/2742
VD2018-463	Décision d'ester en justice "Philippe NACCACHE - Requête n°1805467-1 TA Montpellier"	Décembre Tome II/II	2018/2746
VD2018-464	Décision d'ester en justice "Requête n°1805270-1 TA Montpellier - Marie-Christine CANNAT"	Décembre Tome II/II	2018/2748
VD2018-473	Décision d'ester en justice "Requête n°18MA04801 CAA Marseille - Pierre Fabregat "	Décembre Tome II/II	2018/2758
VD2018-474	Décision d'ester en justice requêtes : n°1805537-5, 1805538-5, 180539-5 et 180540-5 TA - ABCLM FITNESS	Décembre Tome II/II	2018/2760
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VI. <u>Divers</u> 7. Concession de cimetières 12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement 22. Diagnostics d'archéologie préventive 23. Renouvellement d'adhésions aux associations			
VD2018-450	Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-Exercice 2019	Décembre Tome II/II	2018/2730



Conseil municipal du 19 décembre 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N°VD2018-407 - Direction Energie et Moyens Techniques

Signature d'un avenant de prolongation du marché n°4D0038 ' Achat de petit matériel électrique, piles batteries et lampes '

Objet : Marché n°4D0038 « Achat de petit matériel électrique, piles batteries et lampes »
AVENANT de prolongation au lot n°1 (petit matériels électriques) pour la société REXEL avec un montant estimatif de 225 000 € HT pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois.
la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique), ce marché étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier ainsi que par le groupement de commande entre Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

N°VD2018-413 - Direction Energie et Moyens Techniques

Signature d'un avenant de prolongation au lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) et au lot n°2 (achat de vaisselle jetable à usage unique) du marché n° 4D0039 ' Achat de fournitures hôtelière '

Objet : La redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique). Le Marché n°4D0039 « Achat de fournitures hôtelières » étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

- AVENANT de prolongation au lot n°1 (Achat de vaisselle traditionnelle) pour la société PROEQUIP SA avec un montant estimatif de 30 000 € HT pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois

- AVENANT de prolongation au lot n°2 (Achat de vaisselle jetable à usage unique) pour la société FIRST DIPAL SARL avec un montant estimatif de 50 000 € HT pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois.

N°VD2018-414 - Direction Energie et Moyens Techniques

**Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique.
(8D0007)**

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique n°8D0007" à la société LACOSTE S.A.S. pour un montant annuel de commandes estimé à 700 000 € HT. C'est un marché unique qui est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

N°VD2018-416 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public n°V8B0005DC: acquisition des droits d'exploitation des œuvres présentées au Pavillon Populaire dans le cadre de l'exposition I am a man

Objet : Marché public n°V8B0005DC: acquisition des droits d'exploitation des œuvres présentées au Pavillon Populaire dans le cadre de l'exposition I am a man, pour un montant de 33 656 dollars (soit 29 122,37 € au cours du 11 octobre 2018) marché sans publicité ni mise en concurrence préalable

N°VD2018-417 - Direction Energie et Moyens Techniques

Signature d'un avenant de prolongation aux lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 du marché

N°4D0037

' Achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage '

Objet : La redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique). Le Marché n°4D0037 « Achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage » à bons de commande sans minimum et ni maximum, étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier ainsi que par le groupement de commande entre Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public. Avenant de prolongation au lot n°1 pour la société LORANS, avec un montant estimatif de 67 500 € HT, au lot n°2 pour la société BAURES, avec un montant estimatif de 45 000 € HT, au lot n°3 pour la société DENCOHAPPEL, avec un montant estimatif de 10 000 € HT, au lot n°4 pour la société AURETEC, avec un montant estimatif de 35 000 € HT, au lot n°5 pour la société SOMAIR GERVAT, avec un montant estimatif de 35 000 € HT, au lot n°6 pour la société BAURES avec un montant estimatif de 15 500 € HT, pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois.

N°VD2018-418 - Direction de l'Education

Marché n° 6D0039

Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Avenant n°2

Objet : Dans le cadre de la construction du GS Pape Carpentier un concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier a été lancé, le marché de maîtrise d'œuvre n° 6D0039 a été attribué à l'équipe lauréate :

- Atelier d'Architectures CASTELNAU FERRI, mandataire
- CALDER INGENIERIE
- BET DURAND
- PLUS DE VERT
- FRUSTIE & Associés
- GUI JOURDAN
- ORDIPRO

En date du 30 mai 2018, les associés de la Société Cabinet Frustié et Associés ont cédé l'intégralité de leurs actions à la Société Egis Bâtiments Sud-Ouest

Il est donc nécessaire de signer l'avenant n 1 correspondant.

N°VD2018-419 - Direction des Finances

Direction de la Culture et du Patrimoine

Modification de la régie d'avances

Cinéma Nestor Burma

Ajout d'un mode de paiement

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du cinéma Nestor Burma, il convient d'ajouter un mode de paiement.

N°VD2018-421 - Direction Sports et Jeunesse

MARCHE PUBLIC

Contrat de prestations de service

Jumping International Montpellier Occitanie

Edition 2018

Marché VB0003DS

Objet : La Ville de Montpellier décide d'acheter à Montpellier Events , organisateur de l'évènement, des prestations de visibilité, d'espaces publicitaires et d'hospitalités dans le cadre du Jumping International Montpellier Occitanie à l'Aréna de Montpellier du 24 au 28 octobre 2018, pour un montant de 75 710,02 HT

N°VD2018-424 - Direction de l'Education

Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Marché public n° 8D0015

Relance du lot n°3 ' Menuiseries extérieures '

Objet : Relance du dernier lot infructueux « Menuiseries extérieures », attribué à l'entreprise BARSALOU, pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier.

N°VD2018-428 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Accord-cadre pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine en vue de l'aménagement du secteur Hortus - Autorisation de signature

Objet : Cette décision vise à autoriser la signature de l'accord-cadre pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine en vue de l'aménagement du secteur Hortus, à Montpellier au groupement d'entreprises KERN Associés (mandataire) / ILEX, conclu avec un montant minimum en valeur correspondant à l'exécution en Phase 1 de la Mission 1 relative à la définition du partie d'aménagement – Plan Guide, d'un montant de 56 250 euros HT et sans maximum. L'engagement de la Phase 2 sera confirmée dans le cadre d'une future opération d'aménagement si et seulement si la Ville de Montpellier décide de donner suite aux études de la phase 1. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de neuf ans.

N°VD2018-429 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de cinémomètres et d'éthylotests (8B0072)

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0072 « Achat de cinémomètres et d'éthylotests » pour les services de la Ville de Montpellier, pour le lot n°1, à la société MERCURA, pour un montant total maximum de commandes de 48 000 € HT, pour le lot n°2 à la société CONTRALCO, pour un montant total maximum de commandes de 32 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification.

N°VD2018-430 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison de la Maison des Chœurs à l'association JORDELAN les 22 et 29 octobre et les 17 et 22 décembre 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison de la Maison des Chœurs à l'association JORDELAN les 22 et 29 octobre et les 17 et 22 décembre 2018 contre redevance de 180 €

N°VD2018-431 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'ART-SCÈNE-MONTPELLIER du 5 au 11 Février 2019

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'ART-SCÈNE-MONTPELLIER du 6 au 11 Février 2019 contre redevance de 450 €

N°VD2018-436 – Direction de la Politique Alimentaire

Marché public - Avenant de transfert n°1 au marché n° 4D0045

Objet : Avenant de transfert n°1 au marché n° 4D0045G16 - achat de denrées alimentaires - lot n°7 : dissolution de la société Davigel, titulaire du marché, fusionnement des sociétés Davigel et Brake France et changement de dénomination de Brake France qui devient Sysco France

N°VD2018-441 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n°5D0068 "Nettoient et collecte des déchets des Halles et des Marchés de Plein Air" - Avenant n°1

Objet : Intégration des nouvelles prestations

- Halles Laissac

- Marché du Petit Bard

- Marché aux fleurs des Arceaux

Ces nouvelles prestations incluant le rajout de 3 lieux dans le montant forfaitaire, ne sont pas détachables du marché actuel.

Cet avenant ne rajoute pas de point de livraison supplémentaire puisqu'il intègre ces nouveaux lieux dans le

circuit de livraison des prestations initiales.

N°VD2018-445 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Théâtre Jean Vilar

Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

Objet : Théâtre Jean Vilar

Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

N°VD2018-446 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 8B0063

Mise en exploitation technique des Nouvelles Halles Laissac

Objet : Pour assurer la maintenance multi technique des nouvelles Halles Laissac, une procédure adaptée a été lancée sous la référence 8B0063, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 88 000 euros HT.

Cet accord-cadre est conclu pour une période d'un an à compter de sa notification, reconductible une fois.

N°VD2018-447 - Direction Organisation Etudes Evaluation

Prolongation de la durée du marché n° 6B0097 pour "une assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité de Montpellier". Avenant 1

Objet : Avenant pour prolonger de deux ans la durée du marché n°6B0097 pour une assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité de Montpellier.

N°VD2018-449 - Direction de la Politique Alimentaire

Marché public - Avenants de transfert au marché n° 5D0036 - lots 2 et 3

Objet : Avenants de transfert au marché n° 5D0036 - achat de denrées alimentaires - lots n°s 2 et 3 : dissolution de la société Davigel, titulaire du marché, fusionnement des sociétés Davigel et Brake France et changement de dénomination de la société Brake France qui devient Sysco France

N°VD2018-450 - Direction du Parc de Lunaret

Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-Exercice 2019

Objet : Depuis 2014, la Ville de Montpellier adhère à des associations et organismes destinés à protéger les espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ). La Directive européenne, dite Directive zoo, transposée dans un arrêté ministériel de 2004, rappelle le rôle important des parcs zoologiques dans ce domaine et insiste sur la sensibilisation du public et la recherche scientifique associés à la démarche. Pour 2019, il est donc proposé de renouveler l'adhésion à 7 organismes pour un montant annuel de 15 000 euros, soit à l'identique de 2018.

N°VD2018-451 - Direction des Finances (VM)

Direction des Finances

Modification de la régie d'avances

Ajout d'une dépense autorisée

Objet : Pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter une dépense autorisée.

N°VD2018-452 - Direction des Finances (VM)

Direction des Relations aux Publics

Service PRESTO

Régie de recettes Prestation de Proximité

Clôture des sous-régies de recettes

Objet : Il convient de procéder à la clôture des 4 sous-régies de recettes de la régie Prestation de Proximité.

N°VD2018-453 - Direction des Finances (VM)

Direction des Relations aux Publics

Service PRESTO

Modification de la régie de recettes Prestation de Proximité

Objet : Considérant qu'il est mis fin aux 4 sous-régies de recettes, il convient de procéder à la mise à jour de l'acte de la régie.

N°VD2018-457 - Direction du Parc de Lunaret

Avenant n°2-

Marché n°8B0017 -Réaménagement de la zone technique phase 2:bâtiments clinique et quarantaine
Prolongation de la durée du marché pour le lot n°3.

Autorisation de signer l'avenant.

Objet : Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant : un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché pour le lot 3 a été pris par décision exécutoire n°VD2018-028 en date du 22 février 2018, prolongeant le délai initial d'un mois supplémentaire portant ainsi la date de fin du marché au 31/10/2018.

Dans le cadre du réaménagement de la zone technique-phase 2, le lot n° 10- chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire- du marché 6D0020 a été résilié par décision en date du 10 mars 2018. Le marché a été relancé et attribué à la Société Axima Concept par décision exécutoire n°VD2018-350 en date du 19 septembre 2018.

Le lot n°10 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier. La relance du lot 10, a donc pénalisé l'ensemble du chantier de 6 mois.

Ainsi, il est accordé un délai supplémentaire au lot 3, portant la date de fin du marché au 30/04/2019 au lieu du 31/10/2018.

N°VD2018-460 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SELARL d'avocats LEGITIMA consécutivement au dépôt de la requête n° 15-07483 près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC tendant à la condamnation en responsabilité de la Ville suite à l'apparition de désordre affectant le local situé 344 avenue de Fès à Montpellier.

N°VD2018-461 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée pour l'exploitation d'équipements climatiques n°V8B0006EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord-cadre n° V8B0006EM "exploitation d'équipements climatiques" à la société SPIE FACILITIES SAS, pour un montant total maximum de commandes de 60 000€ HT. C'est un accord-cadre unique conclu du 07/12/2018 au 31/12/2021.

N°VD2018-463 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Philippe NACCACHE - Requête n°1805467-1 TA Montpellier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1805467-1" près le Tribunal de Montpellier le 6 novembre 2018 par Monsieur Philippe NACCACHE contre la décision tacite de refus opposée par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à sa demande préalable d'avoir à dresser un procès-verbal des infractions d'urbanisme commises par la SARL SAINTE MARGUERITE dans le cadre de la construction d'un collectif de 126 logements suivant permis de construire numéro : PC 34 172 15V0063 M01.

N°VD2018-464 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1805270-1 TA Montpellier - Marie-Christine CANNAT"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1805270-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 octobre 2018 par Madame Marie-Christine CANNAT contre l'arrêté n°PC 3417216VO233 M02 du 19 juin 2018 valant permis de construire modificatif accordé à la SCI LE VALJOLY, ensemble la décision tacite de rejet de recours gracieux du 27 août 2018.

N°VD2018-466 - Mission Grand Coeur

MONTPELLIER GRAND COEUR - Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place Royale du Peyrou - Attribution du marché 7D0043

Objet : Dans le cadre du programme de restauration de la Place Royale du Pêyrou il est prévu des travaux de restauration des corps de garde et des murs d'échiffres. Une procédure adaptée a été lancée en 2018, et la commission d'appel d'offre réunie le 20 novembre propose l'attribution des marchés de travaux aux entreprises suivantes:

- lot n°1: Groupement d'entreprise SELE/GSD ECHAFAUDAGE/ETI COUVERTURE pour un montant de 294 151,01 € H.T.,
- lot n°2: Entreprise ATELIER BOUVIER pour un montant de 63 874,06 € H.T.,
- lot n°3: Entreprise ATELIER DRUILHET pour un montant de 31 310,00 € H.T.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés et tout document s'y afférant pour un montant total de travaux de 389 335,07 € H.T.

N°VD2018-469 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION

Espaces Naturels Sensibles du Département

Propriété CRASSOUS

1154 avenue de Saint Maur

Abrogation de la décision de préemption

Objet : Par préemption du 23 août 2018, la Ville a préempté la propriété de Monsieur CRASSOUS située 1154 avenue de Saint Maur. Cette acquisition trouvait son intérêt dans l'acquisition d'un 2ème terrain mitoyen mis en vente par le même propriétaire. Cette deuxième vente étant annulée, la préemption de la Ville perd son intérêt pour les projets envisagés. Monsieur CRASSOUS étant d'accord pour ne pas mener à son terme l'acquisition suite à la préemption, il convient de procéder à l'abrogation de ladite décision de préemption.

N°VD2018-470 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'un véhicule SSV 4X4 thermique essence équipé lutte incendie pour le Zoo de LUNARET.

(8B0069)

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0069 "Achat d'un véhicule SSV 4X4 thermique essence équipé lutte incendie pour le Zoo de LUNARET"

à la société BEAUSOLEIL CAP QUAD, pour un montant de 38 208.56 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une durée qui se confond avec son exécution (achat unique).

N°VD2018-472 - Direction Paysage et Biodiversité

Marché à procédure adaptée "Etude de diagnostics du jardin de la Reine" N°8B0030

Objet : La Ville décide de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour la réalisation d'une étude globale de diagnostic du jardin de la Reine* avec la société d'ingénierie JARDIN PATRIMOINE pour un montant de 53 182.50 € HT et pour une durée de six mois.

N°VD2018-473 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°18MA04801 CAA Marseille - Pierre Fabregat "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°18MA04801 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 19 novembre 2018 par Monsieur Pierre Fabregat contre le jugement N°1701957 rendu le 20 septembre 2018 par le Tribunal Administratif de Montpellier annulant, à la demande des consorts Luscher et autres, l'arrêté de permis de construire délivré par le Maire de Montpellier le 3 novembre 2016 et la décision du 27 février 2017 de rejet du recours gracieux dirigé contre cet arrêté, autorisant le changement de destination en un cabinet dentaire et l'extension du rez-de-chaussé d'une maison d'habitation située 67 impasse Marcel Cayrol.

N°VD2018-474 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice requêtes : n°1805537-5, 1805538-5, 180539-5 et 180540-5 TA - ABCLM FITNESS

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés" suite au dépôt des requêtes n°1805537-5, 1805538-5, 180539-5 et 180540-5 près le Tribunal Administratif par la SAS ABCLM FITNESS le 15 novembre 2018 contre les titres de recette n°10894 du 16 octobre 2018, n°10612 du 20 septembre 2018, n°10610 du 20 septembre 2018 et n°10611 du 20 septembre

2018 relatifs à un affichage sauvage.

N°VD2018-477 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n°V8D0040UV "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël"
- Avenant n°1

Objet : Suppression de certaines prestations :

- Place de la Comédie (MAPPEMONDE) Pack réalité augmentée (réf AR001) : 2 500 € HT
- Halles des 4 saisons SUPER NOVA BLANC CHAUD (réf TL242W) : 724 € HT
- Halles des 4 saisons POSE ET DEPOSE (POSECOT) : 980 € HT

Ces prestations sont en annulée en raison de dysfonctionnement technique entraînant une impossibilité d'installation sur certains sites.

Le montant total du DPGF est diminué de 4 204 € HT soit 1,19 % de variation.

N°VD2018-485 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété Consorts AVAKIAN

15-17 Rue du Nord -

Parcelles cadastrées IZ 412 et 414

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption urbain sur la propriété des Consorts AVAKIAN située 15/17 rue du Nord au prix de 362 000 euros. Il s'agit de la vente d'un entrepôt et de 6 lots de copropriété à usage d'habitation, libre d'occupation.

N°VD2018-494 - Direction des Systèmes d'Information

MARCHE PUBLIC

Achat d'équipements numériques pour les écoles de la Ville de Montpellier

Accord-cadre N° V8D0024RI

Objet : Dans le cadre de l'équipement numérique des écoles élémentaires, la Ville de Montpellier souhaite les doter progressivement de tablettes numériques en remplacement des matériels existants et pour les classes qui le demandent l'attribution d'écrans numériques interactifs ; et ce sur la base de projets pédagogiques et le strict respect des budgets annuels alloués. Dans ces conditions, il convient d'attribuer l'accord-cadre « Achat d'équipements numériques pour les écoles de la Ville de Montpellier » à la société SCC pour le lot 1, à la société POBRUN pour le lot 2 et un montant total estimé respectivement de 600 000 € HT et 320 000 € HT, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Signature d'un avenant de prolongation du
marché n°4D0038 ' Achat de petit matériel
électrique, piles batteries et lampes '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision n°2015 / 0028 attribuant le marché n°4D0038 « Achat de petit matériel électrique, piles batteries et lampes » - lot 1 (petits matériels électriques) à l'entreprise REXEL, 3325 rue Etienne MEHUL, 34070 MONTPELLIER pour un montant annuel de 446 700 € HT de commandes, pour une période d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016-2017-2018) ne dépassant pas le 31 décembre 2018.

Considérant :

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique), ce marché étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier ainsi que par le groupement de commande entre Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

Décision n° VD2018-407**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation, au nom des participants du groupement de commandes, du marché N°4D0038 « Achats de petit matériel électrique, piles batteries et lampes » pour le lot n°1 (petits matériels électriques) à la société REXEL, 3325 rue Etienne MEHUL, 34070 MONTPELLIER, jusqu'au **30 juin 2019** ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 NOV. 2018**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : **28 NOV. 2018**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Signature d'un avenant de prolongation au lot n°1
(achat de vaisselle traditionnelle) et au lot n°2
(achat de vaisselle jetable à usage unique) du
marché n° 4D0039 ' Achat de fournitures
hôtelière '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision n°2014/0412 attribuant le marché n°4D0039 « Achat de fournitures hôtelières », pour le lot 1 (achat de vaisselle traditionnelle) à l'entreprise PROEQUIP SA, route de la foire, 34470 PEROLS, pour un montant annuel minimum de 20 000 € HT de commandes, pour une période d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016-2017-2018) ;
- Vu la décision n°2014 / 0412 attribuant le marché n°4D0039 « Achat de fournitures hôtelières », pour le lot 2 (achat de vaisselle jetable à usage unique) à l'entreprise FIRST DIPAL SARL, 281 avenue du Marché Gare, 34070 MONTPELLIER pour un montant annuel minimum de 40 000 € HT de commandes pour une période d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016-2017-2018).

Considérant que:

- La redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique) ;

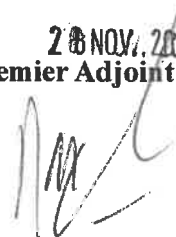
Décision n° VD2018-413

- Ce marché étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public ;
- Le besoin financier de tous les services de la Ville, pour le lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) est estimé à 30 000 € HT pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois ;
- Le besoin financier de tous les services de la Ville, pour le lot n°2 (achat jetable à usage unique) est estimé à 50 000 € HT pour une durée supplémentaire maximale de 6 mois ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation du marché N°4D0039 « Achat de fournitures hôtelière » pour le lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) à la société PROEQUIP SA, route de la foire, 34470 PEROLS, jusqu'au 30 juin 2019 ;
- D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation du marché N°4D0039 « Achat de fournitures hôtelière » pour le lot n°2 (achat de vaisselle jetable à usage unique) à la société FIRST DIPAL SARL, 281 avenue du Marché Gare, 34070 MONTPELLIER, jusqu'au 30 juin 2019 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 NOV. 2018**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : **20 NOV. 2018**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de fournitures scolaires et de
matériel pédagogique.
(8D0007)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique pour les services de la Ville. Ce matériel sera destiné à assurer les animations scolaires et pédagogiques de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°8D0007 a été lancée, en date du 15 juin 2018, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application des articles 78 et 80 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum). Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique pour 40% et prix des prestations pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 novembre 2018, a classé et a choisi l'offre de la société LACOSTE S.A.S., 15, ZA Saint Louis, 84250 LE THOR, comme offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décision n° VD2018-414**Décide en conséquence :**

- D'attribuer et d'autoriser la signature du marché « Achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique (n°8D0007) » à la société LACOSTE S.A.S. sur la base d'un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public n°V8B0005DC: acquisition des
droits d'exploitation des oeuvres présentées au
Pavillon Populaire dans le cadre de l'exposition I
am a man**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville présente du 17 octobre 2018 au 6 janvier 2019 une exposition photographique intitulée *I am a man*;
- Qu'il convient d'acquérir les droits d'exploitation des images présentées dans le cadre de cette exposition ;
- Que l'Université de Caroline du Nord, Center for the study of the American South, a procédé à cette acquisition au nom de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'acquisition des droits d'exploitation des œuvres photographiques présentées au Pavillon Populaire du 17 octobre 2018 au 6 janvier 2019, dans le cadre de l'exposition *I am a man*, auprès de l'Université de Caroline du Nord ;

- De dire que les crédits correspondants (36 487.95 dollars, soit 32 222 €, à ajuster en fonction du cours des devises au moment du paiement effectif) seront inscrits au budget de la Ville, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 19/11/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Signature d'un avenant de prolongation aux lots
n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 du marché
N°4D0037
' Achat de matériel de plomberie - chauffage -
arrosage '

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision n°2015/0002 attribuant le marché n°4D0037 « Achat de matériel de plomberie – chauffage – arrosage », (*marché à bons de commande sans minimum et sans maximum*), pour le lot 1 (matériel de plomberie) à l'entreprise LORANS, avenue Chardonnet, CS61210, 350012 RENNES Cedex, pour une estimation annuelle de commandes de 135 000 € HT, pour le lot 2 (pièces de chauffages et pièces détachées) à l'entreprise BAURES, 462 rue de l'Industrie, BP 61178, 34090 MONTPELLIER, pour une estimation annuelle de commandes de 90 000 € HT, pour le lot 3 (filtres pour centrales de traitement d'air) à l'entreprise DENCOHAPPEL, 61 avenue de l'Europe, F, 59223 RONCQ, pour une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT, pour le lot 4 (matériel de GTC) à l'entreprise AURETEC, Bâtiment 1, parc St Jean, ZAC Mas de Grille, rue Théophraste Renaudot, 34430 St Jean de Védas, pour une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT, pour le lot 5 (matériel d'arrosage intégré) à l'entreprise SOMAIR GERVAT, ZA de l'Aube Rouge, 460 avenue de l'Aube Rouge, 34170 CASTELNAU LE LEZ, pour une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016-2017-2018) ;
- Vu la décision n°2015/0221 attribuant le marché n°4D0037 « Achat de matériel de plomberie – chauffage – arrosage », (*marché à bons de commande sans minimum et sans maximum*), pour le lot 6 (équipement de chauffage, radiateurs, chaudières et fumisterie) à l'entreprise BAURES, 462 rue de l'Industrie, BP 61178, 34090 MONTPELLIER pour une estimation annuelle de commandes de 31 000 € HT, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016-2017-2018).

Considérant :

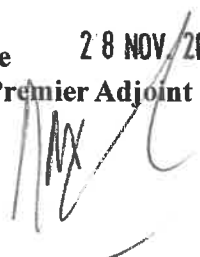
Décision n° VD2018-417

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours (la mutualisation de la commande publique), ce marché étant utilisé par tous les services de la Ville de Montpellier ainsi que par le groupement de commande entre Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation, du marché N°4D0037 « Achat de matériel de plomberie – chauffage – arrosage » (marché à bons de commande sans minimum et sans maximum) **jusqu'au 30 juin 2019**, au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement :
 - **pour le lot 1** (matériel de plomberie) à l'entreprise LORANS, avenue Chardonnet, CS61210, 350012 RENNES Cedex, pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 135 000 € HT.
 - **pour le lot 2** (pièces de chauffages et pièces détachées) à l'entreprise BAURES, 462 rue de l'Industrie, BP 61178, 34090 MONTPELLIER, pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 90 000 € HT.
 - **pour le lot 3** (filtres pour centrales de traitement d'air) à l'entreprise DENCOHAPPEL, 61 avenue de l'Europe, F, 59223 RONCQ, pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT.
 - **pour le lot 4** (matériel de GTC) à l'entreprise AURETEC, Bâtiment 1, parc St Jean, ZAC Mas de Grille, rue Théophraste Renaudot, 34430 St Jean de Védas, pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT.
 - **pour le lot 5** (matériel d'arrosage intégré) à l'entreprise SOMAIR GERVAT, ZA de l'Aube Rouge, 460 avenue de l'Aube Rouge, 34170 CASTELNAU LE LEZ pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT.
 - **pour le lot 6** (équipement de chauffage, radiateurs, chaudières et fumisterie) à l'entreprise BAURES, 462 rue de l'Industrie, BP 61178, 34090 MONTPELLIER pour, à titre d'information, une estimation annuelle de commandes de 31 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV 2018
Monsieur le Premier Adjoint



Décision n° VD2018-417**Max LEVITA****Publiée le :** 20 NOV. 2018**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° 6D0039
Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et
le réaménagement partiel de l'école maternelle
Pape Carpentier
Avenant n°2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la délibération n° 2016/225 du 22 juin 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;
- Vu la décision n° 2017/0023 du 20 janvier 2017 relative à la désignation des membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;
- Vu la décision n° 2017/147 du 14 juin 2017 relative à la désignation du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Vu la décision n° VD/2017/217 du 25 août 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ;
- Vu l'avenant n°1 d'augmentation du montant du marché pris par décision n°VD2018 – 074 en date du 6 mars 2018 ;
- Vu le rapport d'avenant n°2 relatif au marché 6D0039 ;
- Vu le projet d'avenant n°2 correspondant ;

Considérant :

- Qu'un marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » a été lancé ;

Décision n° VD2018-418

- Que par décision n° VD/2017/217 du 25 août 2017, le marché de maîtrise d'œuvre n°6D0039 pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier a été attribué à l'équipe lauréate :

- Atelier d'Architectures CASTELNAU FERRI, mandataire
- CALDER INGENIERIE
- BET DURAND
- PLUS DE VERT
- FRUSTIE & Associés
- GUI JOURDAN
- ORDIPRO

- Qu'en date du 30 mai 2018, les associés de la Société Cabinet Frustie et Associés ont cédé l'intégralité de leurs actions à la Société Egis Bâtiments Sud-Ouest ;

- Qu'un avenant n°2 au marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de FRUSTIE & Associés à EGIS Bâtiments Sud-Ouest;

-Que EGIS Bâtiments Sud-Ouest s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'approuver l'avenant n°2 au marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 30 mai 2018, de ce marché de FRUSTIE & Associés à EGIS Bâtiments Sud-Ouest.

Adresse de l'établissement qui exécute le marché : sis 33-43, avenue Pompidou - Héliopole – bâtiment D 31130 – 31130 BALMA.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/11/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 13/11/2018
Notifiée le :

Décision n° VD2018-418

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Unité Régies Recettes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances
Cinéma Nestor Burma
Ajout d'un mode de paiement

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la Décision n°2012/0488 en date du 4 janvier 2013, relative à la création d'une régie d'avances pour le cinéma Nestor Burma ;
- Vu la Décision n°2014/0165 en date du 10 juin 2014, relative à l'élargissement des modes de paiement de la régie d'avances pour le cinéma Nestor Burma ;
- Vu la Décision n°2014/0375 en date du 19 novembre 2014, relative à l'élargissement des dépenses autorisées ;
- Vu la Décision n°2016/0155 en date du 04 mai 2016, relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 17 octobre 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-4058 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Cinéma Nestor Burma, il convient d'ajouter un mode de paiement.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture.
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.
- Que, article 3, la régie est autorisée à régler les dépenses suivantes :
 - Menues dépenses de fonctionnement ;
 - Achat de petits matériels ;
 - Frais d'entretien, de réparation urgente ;
 - Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'invités ;
 - Frais d'affranchissement ;
 - Achat de documentation ;
 - Achat de DVD ;
 - Paiement des taxes cinématographiques ;
 - Paiement des locations de films (factures inférieures à 30€) ;
 - Achat d'affiches ou de flyers de films projetés.
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'Article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Numéraire ;
 - Chèques bancaire ;
 - Carte bancaire ;
 - **Virement bancaire.**
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte :
 - Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie ;
 - Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'article 3.
- Que, article 6, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.
- Que, article 7, le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 euros.
- Que, article 8, en application du décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.
- Que, article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

.../...

Décision n° VD2018-419

- Que, article 12, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/11/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MARCHE PUBLIC
Contrat de prestations de service
Jumping International Montpellier Occitanie
Edition 2018
Marché VB0003DS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations de type communication (naming sur deux épreuves, publicité, visibilité en bord de carrière, et panneautique LED) et achats de 2 loges en bord de piste et de places pour chaque journée de compétition, dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et de l'équitation en particulier, pour les rencontres du Jumping International Montpellier Occitanie, organisées à Montpellier du 24 octobre au 28 octobre 2018 ;
- Que les prestations (VIP et places en tribunes) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de Montpellier Events, seul prestataire habilité, conformément à l'article 30 du Décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° VB0003DS à Montpellier Events, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décision n° VD2018-421**Décide en conséquence :**

Article 1 : D'attribuer le marché « Contrat de prestations de service – Jumping International Montpellier Occitanie – Edition 2018 », à Montpellier Events, pour un montant de 75 710,02 euros HT

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 23 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension et réaménagement partiel de l'école
maternelle Pape Carpentier
Marché public n° 8D0015
Relance du lot n°3 ' Menuiseries extérieures '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la référence n°8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ».

Le marché est alloti en 12 lots désigné ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros œuvre
2	Couverture
3	Menuiseries extérieures
4	Serrurerie
5	Cloisons - doublages - faux plafonds
6	Menuiseries intérieures
7	Revêtement de sols durs - faïences
8	Peinture - revêtement de sols souples
9	Appareil élévateur

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
10	Chauffage - ventilation - plomberie
11	Electricité - courants forts et faibles
12	VRD

- Que le lot 3 a été déclaré infructueux ;
- Que suite à une première relance, la seule offre reçue pour le lot 3 est déclarée irrégulière, le lot sera relancé ;
- Que suite à la deuxième relance du lot précité, la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 16 octobre 2018, a été informé du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise **BARSALOU** (8 Avenue du Champ de Mars – 11100 NARBONNE) pour un montant total de 315 668,78 euros H.T. ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 14 mois dont 11 mois de chantier pour la construction neuve, y compris la période de préparation de 1 mois.) ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer à l'entreprise **BARSALOU** le lot relancé n° 3 « Menuiseries extérieures » du marché n°8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier », pour un montant total de 315 668,78 euros H.T. ;

Article 2 : D'imputer la dépense sur le budget Primitif de la Ville de Montpellier, Chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 DEC. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 06 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord-cadre pour la mission de maîtrise d'œuvre
urbaine en vue de l'aménagement du secteur
Hortus - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;
- Vu la décision n° VD/2017/106 du 06 juin 2017 autorisant la signature de la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de l'Hortus avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Considérant :

- que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée du tramway, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé entre la route de Mende, la rue de l'Hortus et la place Jean Baume ;
- qu'il s'avère nécessaire de pouvoir définir la programmation urbaine (à vocation essentiellement de logement) et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement éventuel d'une opération d'aménagement ;
- que par décision n° VD/2017/106 du 06 juin 2017, une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de l'Hortus a été signée avec la SA3M ;
- qu'une consultation a été lancée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et conformément notamment aux articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon une Procédure Concurrentiel avec Négociation, en vue de la passation d'un accord-cadre mono-

Décision n° VD2018-428

attributaire qui pourra être exécuter en partie par l'émission de bons de commande et en partie par la conclusion de marchés subséquents. Et dont la durée, afin de garantir la continuité et la cohérence de la conception du projet urbain estimé sur une durée de dix ans, a été fixée à neuf ans à compter de la notification de l'accord-cadre ;

- que l'accord-cadre est conclu avec un minimum et sans maximum : le minimum de l'accord-cadre correspondant à l'exécution en Phase 1 de la Mission 1 : définition du parti d'aménagement — plan guide ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre : 60%
 - o Prix des prestations : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a choisi le groupement suivant d'entreprises qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - o KERN Associés (mandataire), domicilié 486B rue du Paradis – 13008 Marseille / ILEX (co-traitant 1), domicilié 7 place Pubis de Chavannes – 69006 Lyon,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine en vue de l'aménagement du secteur Hortus, à Montpellier au groupement d'entreprises KERN Associés (mandataire) / ILEX, conclu avec un montant minimum en valeur correspondant à l'exécution en Phase 1 de la Mission 1 relative à la définition du parti d'aménagement – Plan Guide, d'un montant de 56 250 euros HT et sans maximum. L'engagement de la Phase 2 : Opération d'aménagement sera confirmé dans le cadre d'une future opération d'aménagement si et seulement si la Ville de Montpellier décide de donner suite aux études de la phase 1. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de neuf ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, Chapitre : 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/11/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 26/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de cinémomètres
et d'éthylotests
(8B0072)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de cinémomètres et d'éthylotests répondant aux besoins des services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0072) a été lancée en date du 12 septembre 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°1 « cinémomètres » étaient les suivants : 40 % pour le prix et 60% pour la valeur technique ;

Décision n° VD2018-429

- Qu'après analyse, la société MERCURA, 4 rue Louis Pasteur – CS82926 – La chaussée Saint-Victor, 41029 BLOIS Cedex, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°2 « éthylotests » étaient les suivants : 40 % pour le prix et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société CONTRALCO, 21 rue des Armillières, BP 23, 34120 GIGNAC, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de cinémomètres et d'éthylotests n°8B0072 » pour :
 - * le lot n°1 « cinémomètres » à l'entreprise MERCURA, pour un montant total maximum de commandes de 48 000 € H.T, pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
 - * le lot n°2 « éthylotests » à l'entreprise CONTRALCO pour un montant total maximum de commandes de 32 000 € H.T, pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/11/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 26/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison de
la Maison des Chœurs à l'association
JORDELAN les 22 et 29 octobre et les 17 et 22
décembre 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association JORDELAN a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22 et 29 octobre, le 17 décembre de 19h30 à 23h30 et le 22 décembre 2018 de 14h à 1h du matin
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 DEC. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

04 DEC. 2018

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association l'ART-SCÈNE-
MONTPELLIER du 5 au 11 Février 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association L'ART-SCÈNE-MONTPELLIER a fait une demande en vue d'utiliser les 2 salles de répétitions de la Maison des Chœurs du 5 au 11 février 2018 de 9h à 18h et la NEF le 6 février 2018 de 19h à 23h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 450 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **29 NOV. 2018**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

04 DEC. 2018

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché public - Avenant de transfert n°1 au marché n° 4D0045

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène Santarelli, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que la société DAVIGEL est titulaire du lot n°7 « Steaks hachés de bœuf cuits surgelés » du marché de denrées alimentaires n°4D0045G16 ;
- Que le présent avenant n°1 a pour objet d'acter de la dissolution de la société DAVIGEL et de sa substitution par la société BRAKE France devenue SYSCO à compter du 30 avril 2018 ;
- Que les sociétés DAVIGEL et BRAKE France ont décidé de fusionner en date du 30 avril 2018 ;
- Que cette opération de fusion-absorption a entraîné la disparition de la société DAVIGEL et son absorption par la société BRAKE France à compter du 30 avril 2018 ;
- Que la société absorbante BRAKE France a également procédé à un changement de dénomination et de siège social pour devenir la société SYSCO France à compter du 30 avril 2018 ;

Décision n° VD2018-436**Décide en conséquence :**

Article 1 : Que par l'avenant n°1, la société SYSCO France, nouveau titulaire du contrat, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

Article 2 : Que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

Article 3 : Que la durée du marché demeure inchangée ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : 05 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n°5D0068 "Nettoient et collecte des
déchets des Halles et des Marchés de Plein Air" -
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- Vu la décision N°2016/0031 attribuant le marché n° 5D0068 « Nettoyement et collecte des déchets des Halles et des Marchés de plein air » à l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyement S.A.S, pour un montant de 4 501 420,74 euros HT et pour une durée de 4 ans et un mois de préparation à compter de la notification du marché.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'intégrer de nouvelles prestations au marché actuel, incluant le rajout de 3 lieux : Halles Laissac, Marché du Petit Bard et Marché aux fleurs des Arceaux. Ces nouvelles prestations sont à inclure dans le montant forfaitaire, et ne sont pas détachables du marché actuel. En effet, cet avenant ne rajoute pas de point de livraison supplémentaire puisqu'il intègre ces nouveaux lieux dans le circuit de livraison des prestations initiales.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Nettoyement et collecte des déchets des Halles et des Marchés de plein air » à l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyement S.A.S, avenant d'un montant de 126 369,31 € euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

Décision n° VD2018-441

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Théâtre Jean Vilar
Autorisation de demandes de subventions auprès
de l'Etat et des collectivités territoriales

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires (service éducatif) ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, notamment le Ministère de la Culture, ou encore par les collectivités territoriales ;
- Qu'il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subvention correspondantes ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/11/2018

Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 8B0063
Mise en exploitation technique des Nouvelles
Halles Laissac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance multi technique des nouvelles Halles Laissac ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence 8B0063 « Mise en exploitation technique des nouvelles Halles Laissac » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 88 000 euros HT en application des articles 78 et 80 du même décret ;
- Que l'accord-cadre est conclu pour une période d'un an, à compter de sa notification. Il peut être reconduit pour une durée maximale d'un an ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES (Direction Commerciale Est - Parc Club du Millénaire - Bât 5 - 1025 Rue Henri Becquerel, BP 38 - 34935 Montpellier Cedex 9) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° 8B0063 : « Mise en exploitation technique des Nouvelles Halles Laissac » à l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/11/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation et Evaluation
Service Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Prolongation de la durée du marché n° 6B0097
pour "une assistance technique pour une
optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel
de Ville et les mairies de proximité de
Montpellier". Avenant 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n° 2017/0002 du 17 janvier 2017 attribuant le marché n° 6B0097 à SYNEOR Consulting du groupe STEDIA ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-4058 du 11 octobre 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par décision n° 2017/0002 du 17 janvier 2017, la Ville de Montpellier a attribué à SYNEOR Consulting du groupe STEDIA le marché n° 6B0097 pour une assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité de Montpellier ;
- Que la date initiale de fin d'exécution est prévue le 19 janvier 2019 ;
- Que l'exécution du marché ayant été retardée, la mission ne sera pas terminée à la date initiale de fin d'exécution ;
- Qu'en conséquence, un avenant est nécessaire afin de prolonger la durée du marché de deux ans ;

Décision n° VD2018-447**Décide en conséquence :**

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger de deux ans la durée du marché n° 6B0097 pour une assistance technique pour une optimisation de l'accueil des usagers dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité de Montpellier.

Article 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05 DEC. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché public - Avenants de transfert au marché n° 5D0036 - lots 2 et 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène Santarelli, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que la société DAVIGEL est titulaire des lots n°2 « Volailles surgelées » et n°3 « Volailles surgelées élaborées » du marché de denrées alimentaires n°5D0036 B16 et C16 ;
- Que les présents avenants ont pour objet d'acter de la dissolution de la société DAVIGEL et de sa substitution par la société BRAKE France devenue SYSCO France à compter du 30 avril 2018 ;
- Que les sociétés DAVIGEL et BRAKE France ont décidé de fusionner en date du 30 avril 2018 ;
- Que cette opération de fusion-absorption a entraîné la disparition de la société DAVIGEL et son absorption par la société BRAKE France à compter du 30 avril 2018 ;
- Que la société absorbante BRAKE France a également procédé à un changement de dénomination et de siège social pour devenir la société SYSCO France à compter du 30 avril 2018 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : Que par les présents avenants, la société SYSCO France, nouveau titulaire du contrat, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

Décision n° VD2018-449

Article 2 : Que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

Article 3 : Que la durée du marché demeure inchangée ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants au marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 05 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret
aux organisations de conservation in situ des
espèces animales menacées-Exercice 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De Verbizier aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.
- Vu la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ) ;
- La ville de Montpellier n'est pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- L'adhésion à ces organisations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

Décide en conséquence :

- de renouveler son adhésion aux associations et fondations de conservation « in situ » des espèces animales menacées et de fixer le montant de ces cotisations pour l'exercice 2019 à 15 000 euros répartis de la manière suivante :

Décision n° VD2018-450

Nom de l'organisme	Montants demandés
Cheetah Conservation Fund (CCF)	2500
AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2000
Helpsimus	2500
Sahara Conservation Fund	2500
Save the Rhino International	2500
Namibia Nature Foundation	1500
CIKANANGA Conservation Breeding Centre	1500

- Que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier – chapitre 933.
- Que Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 30 NOV. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Finances
Modification de la régie d'avances
Ajout d'une dépense autorisée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 219 du 13 mai 2008, relative à la création d'une régie d'avances ;
- Vu la décision n° 2010/363 du 17 août 2010, relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 2012/441 du 29 novembre 2012, relative à l'extension des dépenses autorisées et des moyens de paiements ;
- Vu la décision n° 2013/0158, relative à la modification du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 2013/0399 du 21 janvier 2014, relative à l'augmentation du montant de l'avance et la modification des dépenses autorisées ;

- Vu la décision n° VD2018/211 du 30 mai 2018, relative à l'ajout de dépenses autorisées et l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 12 novembre 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter une dépense autorisée.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances auprès de la Direction des Finances.
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Finances, 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :

- Les dépenses de matériel et de fonctionnement ;
 - Les remboursements de recettes préalablement encaissées par régie ;
 - L'achat de denrées alimentaires périssables ;
 - L'exécution de menus travaux, réparations ;
 - Les frais postaux ;
 - Les abonnements de publication et achats d'ouvrages ;
 - Les frais de réception et de représentation ;
 - Les vignettes, contraventions et timbres fiscaux ;
 - Les frais relatifs à la délivrance de cartes grises des véhicules de la Villes ;
 - Les frais relatifs aux contrôles techniques des véhicules de la Ville ;
 - L'achat sur Internet de logiciels, abonnements et applications ;
 - Les frais de déplacement ;
 - Le paiement des redevances pour dépôt de marques ou de logos ;
 - Frais d'actes (délivrance de tous documents cadastraux, droits d'enregistrements et de publications) auprès du bureau des hypothèques ;
 - **Achat d'espaces publicitaires sur internet.**
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :
- Chèques
 - Carte bancaire
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet le règlement des dépenses désignées à l'article 3.
- Que, article 6, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 5 000 euros.
- Que, article 7, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

- Que, article 8, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 9, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.
- Que, article 10, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 11, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 04 DEC. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Relations aux Publics
Service PRESTO
Régie de recettes Prestation de Proximité
Clôture des sous-régies de recettes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
 - Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
 - Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
 - Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
 - Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
 - Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
 - Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
 - Vu la décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
 - Vu la décision du 26 septembre 1995 relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
 - Vu la décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse ;
 - Vu la décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances ;
 - Vu la décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement ;
 - Vu la décision n° 2012/0213 du 26 avril 2012 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement ;

- Vu la décision n° 2013/0345 du 21 novembre 2013 relative à la modification de dénomination et d'adresse de la régie ;
- Vu la décision n° 2013/0347 du 21 novembre 2013 relative à la création de 4 sous-régies de recettes ;
- Vu la décision n° 2014/0282 du 11 août 2014 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de Proximité ;
- Vu la décision n° 2014/0305 du 5 septembre 2014 relative à la modification des sous-régies ;
- Vu la décision n° 2015/0254 du 22 juin 2015 relative à la modification des sous-régies ;
- Vu la décision n° 2015/0256 du 22 Juin 2015 relative à la modification des recettes encaissées ;
- Vu la décision n° 2017/0035 du 4 février 2017 relative à la mise à disposition d'un fond de caisse ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 8 novembre 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il convient de procéder à la clôture des 4 sous-régies de recettes de la régie Prestation de Proximité.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, à compter de ce jour, il est mis fin au fonctionnement des 4 sous-régies de recettes suivantes :
 - Mairie de proximité Mosson, Mas de la Paillade, 111, place de Tipasa, 3480 Montpellier,
 - Mairie de proximité Tastavin, 118, allée Bonafos, 34070 Montpellier,
 - Mairie de proximité Villon, rue des araucarias, 34080 Montpellier,
 - Mairie de proximité Aubes-Pompignane, 35 rue André Malraux, 34000 Montpellier.
- Que, article 2, il est mis fin aux fonctions des sous-régisseurs et de leurs mandataires éventuels ;
- Que, article 3, les sous-régisseurs devront verser la totalité des pièces justificatives de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de leur sortie de fonction auprès du régisseur ;
- Que, article 4, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

03 DEC. 2018

04 DEC. 2018

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Relations aux Publics
Service PRESTO
Modification de la régie de recettes Prestation de
Proximité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
 - Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
 - Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
 - Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
 - Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
 - Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
 - Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
 - Vu la décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
 - Vu la décision du 26 septembre 1995 relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
 - Vu la décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse ;
 - Vu la décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances ;
 - Vu la décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires ;

- Vu la décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement ;
- Vu la décision n° 2012/0213 du 26 avril 2012 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement ;
- Vu la décision n° 2013/0345 du 21 novembre 2013 relative à la modification de dénomination et d'adresse de la régie ;
- Vu la décision n° 2013/0347 du 21 novembre 2013 relative à la création de 4 sous-régies de recettes ;
- Vu la décision n° 2014/0282 du 11 août 2014 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de Proximité ;
- Vu la décision n° 2014/0305 du 5 septembre 2014 relative à la modification des sous-régies ;
- Vu la décision n° 2015/0254 du 22 juin 2015 relative à la modification des sous-régies ;
- Vu la décision n° 2015/0256 du 22 juin 2015 relative à la modification des recettes encaissées ;
- Vu la décision n° 2017/0035 du 4 février 2017 relative à la mise à disposition d'un fond de caisse ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 8 novembre 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il est mis fin au fonctionnement des 4 sous-régies, il convient de procéder à la mise à jour de l'acte de la régie.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes prolongée pour les restaurants scolaires, auprès de la Direction des Relations aux Publics de la Ville de Montpellier.
- Que, article 2, la régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2 et dans les mairies annexes de la ville.
- Que, article 3, la régie perçoit les recettes suivantes au chapitre 930 :
 - les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville ;
 - les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil ;
 - les pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce ;
 - tarification occasionnel des repas sans réservation.
- Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlements suivants :
 - espèces ;
 - mandats Cash ;
 - chèques ;
 - numéraire ;
 - cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal) ;
 - virements d'organismes sociaux.

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures/quittances.

- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet de percevoir les recettes prévues à l'article 3.
- Que, article 6, un fond de caisse d'un montant de 500 € est à disposition du régisseur.
- Que, article 7, il est mis fin au fonctionnement des 4 sous-régies de recettes.
- Que, article 8, l'intervention de mandataires sur la mairie et les mairies annexes de la ville, a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.
Les mandataires ont pour obligation de prendre connaissance de l'intégralité de leurs responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.
- Que, article 9, le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.
- Que, article 10, en application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.
- Que, article 11, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 12, le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 13, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 14, d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.
- Que, article 15, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 04 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Avenant n°2-
Marché n°8B0017 -Réaménagement de la zone
technique phase 2:bâtiments clinique et
quarantaine
Prolongation de la durée du marché pour le lot
n°3.
Autorisation de signer l'avenant.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De Verbizier aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

Que par décision en date du 7 juillet 2017, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot n°3 « Etanchéité » du marché n°6D0020 : réaménagement de la zone technique du parc de Lunaret- phase 2 (Clinique vétérinaire et quarantaine) à la société MASSILIA ETANCHEITE pour un montant de 15 850.81 € HT.

-Que suite à de nombreux manquements aux obligations liées au marché, le lot n°3 a été résilié par décision exécutoire en date du 14 novembre 2017 ;

-Qu'un nouveau marché n°8 B0017 a été attribué à la société SUD ETANCHEITE notifié le 14 mai 2018 pour un montant de 23 773.69 € HT

Décision n° VD2018-457

- Qu'un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché pour le lot 3 a été pris par décision exécutoire n°VD2018-028 en date du 22 février 2018, prolongeant le délai initial d'un mois supplémentaire portant ainsi la date de fin du marché au 31/10/2018.
- Dans le cadre du réaménagement de la zone technique-phase 2, le lot n° 10 - chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire - du marché 6D0020 a été résilié par décision en date du 10 mars 2018. Le marché a été relancé et attribué à la Société Axima Concept par décision exécutoire n°VD2018-350 en date du 19 septembre 2018.
- Que le lot n°10 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier. La relance du lot 10, a donc pénalisé l'ensemble du chantier de 6 mois.
- Qu'une prolongation de la durée du marché pour le lot n° 3 est nécessaire du fait du retard pris dans l'exécution des travaux, décalant ainsi la réception du chantier prévue pour le 23 avril 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 2 de prolongation de la durée du marché n°8B0017 de six mois supplémentaires portant ainsi la date de fin du marché au 30 avril 2019.

Article 3 : D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 DEC. 2018
 Monsieur l'Adjoint au Maire
 Henri de VERBIZIER
Henri de VERBIZIER
 Adjoint au Maire

Délégué aux Espaces Verts, au Parc de Lunaret et
 aux Commissions de Sécurité et d'Accessibilité

Publiée le : 05 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "SCI CENTRE
MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

-Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que par requête près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 17 mars 2016, la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC, propriétaire du local situé 344 avenue de Fès à Montpellier a demandé la désignation d'un expert en raison de l'apparition de désordre ;
- Que par requête près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier le 18 mars 2016, la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC sollicite la condamnation de la Ville de Montpellier ;
- Que l'expert a rendu son rapport le 18 juin 2018 ;
- Que la SCI MALBOSC engage la responsabilité de la Ville sur ce rapport le 12 octobre 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 15-07483 par la SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC ;

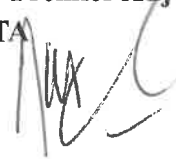
Décision n° VD2018-460

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à SELARL d'avocats LEGITIMA ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord-cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'exploitation
d'équipements climatiques n°V8B0006EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'exploitation d'équipements climatiques ;
- Qu'une procédure a été lancée en date du 16 octobre 2018, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 60 000 euros HT pour une durée du marché du 07/12/2018 au 31/12/2021 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SPIE FACILITIES SAS, Parc d'activité Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman, BP 70339, 34435 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décision n° VD2018-461**Décide en conséquence :**

Article 1 : D'attribuer l'accord-cadre à l'entreprise SPIE FACILITIES SAS, pour un montant de 60 000 euros HT pour une période d'exécution allant du 07/12/2018 au 31/12/2021.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, tous chapitres.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Philippe
NACCACHE - Requête n°1805467-1 TA
Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

-La requête n°1805467-1 près le Tribunal de Montpellier en date du 6 novembre 2018 déposée par Monsieur Philippe NACCACHE contre la décision tacite de refus opposée par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à sa demande préalable d'avoir à dresser un procès-verbal des infractions d'urbanisme commises par la SARL SAINTE MARGUERITE dans le cadre de la construction d'un collectif de 126 logements suivant permis de construire numéro : PC 34 172 15V0063 M01.

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1805467-1 le 6 novembre 2018 par Monsieur Philippe NACCACHE.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Décision n° VD2018-463

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1805270-1
TA Montpellier - Marie-Christine CANNAT"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

-La requête n°1805270-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 26 octobre 2018 par Madame Marie-Christine CANNAT contre l'arrêté n° PC 3417216VO233 M02 du 19 juin 2018 valant permis de construire modificatif accordé à la SCI LE VALJOLY, ensemble la décision tacite de rejet de recours gracieux du 27 août 2018.;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1805270-1 le 26 octobre 2018 par Madame Marie-Christine CANNAT .

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » .

Décision n° VD2018-464

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MONTPELLIER GRAND COEUR -
Restauration des corps de garde et des murs
d'échiffre de la Place Royale du Peyrou -
Attribution du marché 7D0043

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à des travaux de restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place Royale du Peyrou.
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 6 mois.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix des prestations 30%.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du *20 novembre 2018* a été informée du choix de l'offre :
- pour le lot n°1 « Echafaudages – maçonnerie – pierre de taille » du groupement d'entreprises SELE/GSD ECHAFAUDAGE / ETI COUVERTURE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décision n° VD2018-466

- pour le lot n°2 « Sculptures » de l'entreprise ATELIER BOUVIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- pour le lot n°3 « Menuiseries » de l'entreprise ATELIERS DRUILHET présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer et d'autoriser la signature des marchés de travaux de restauration des corps de garde et des murs d'échiffre de la Place Royale du Peyrou aux entreprises suivantes :

- pour le lot n°1 « Echafaudages – maçonnerie – pierre de taille » : groupement d'entreprises SELE/GSD ECHAFAUDAGE / ETI COUVERTURE (65 rue Octave Camplan, 30000 Nîmes) pour un montant global et forfaitaire de 294 151,01 € H.T. (base),
- pour le lot n°2 « Sculptures » : entreprise ATELIER BOUVIER (9 rue du Ponan, BP212 30133 Les Angles) pour un montant global et forfaitaire de 63 874,06 € H.T.,
- pour le lot n°3 « Menuiseries » : entreprises ATELIERS DRUILHET (La Garrigue, 12450 Flavin) pour un montant global et forfaitaire de 31 310,00 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché 7D0043 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 DEC. 2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 13 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PREEMPTION
Espaces Naturels Sensibles du Département
Propriété CRASSOUS
1154 avenue de Saint Maur
Abrogation de la décision de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2122-22 et L 2122-23 ;
 - Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
 - Vu les articles L 215-1 à L 215-24 et R 215-1 à R 215-19 du code de l'urbanisme ;
 - Vu l'arrêté du Conseil Général de l'Hérault du 16 juin 1983 portant création d'une zone de préemption dans le cadre du périmètre sensible départemental ;
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
 - Vu la décision de préemption du 23 août 2018 n° VD2018-318 ;

Considérant :

- que le 15 juin 2018, Monsieur Jean-Marc CRASSOUS a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner auprès du Département de l'Hérault au titre des espaces naturels sensibles, concernant un terrain nu de 4.217 m² à détacher d'un plus grand corps, situé 1154 avenue de Saint Maur, cadastré section CK 484, au prix de 37.953 € ;
- que le 23 août 2018, la Ville a décidé d'exercer le droit de préemption sur cette propriété, par substitution du Département de l'Hérault conformément à l'article L 215-7 du Code l'urbanisme, afin d'aménager et ouvrir au public cet espace naturel et agricole ;

Décision n° VD2018-469

- que la Ville a pris cette décision de préemption en ayant été informée de la vente complémentaire et simultanée d'un terrain mitoyen qui aurait permis de développer un projet d'aménagement et d'ouverture de ces espaces cohérent ;
- que le notaire en charge des deux cessions, a fait officiellement part à la Ville de la remise en cause de la cession du terrain voisin ;
- que, dans ces conditions, l'acquisition de la seule parcelle préemptée le 23 août 2018 ne présente plus d'intérêt immédiat pour la Ville s'agissant d'une emprise limitée, en lanière, et présentant des difficultés d'accès dans la perspective d'une ouverture au public ;
- que la Ville s'est rapprochée de Monsieur Crassous en vue d'abroger l'acquisition, non encore régularisée par la signature d'un acte authentique, devenue inutile ;
- que Monsieur Crassous a fait part à la Ville de son accord en vue de ne pas réaliser la cession de la parcelle préemptée ;
- que dans ces conditions, il convient de procéder à l'abrogation de la décision de préemption prise le 23 août 2018 par la Ville.

Décide en conséquence :

- d'abroger la décision de préemption n° VD2018-318 du 23 août 2018 par laquelle la Ville a exercé le droit de préemption, par substitution du Département de l'HERAULT, sur la propriété de Monsieur CRASSOUS, située 1154 avenue de Saint Maur, cadastrée section CK 484p, au prix de 37.953 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 26 NOV. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le :

30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'un véhicule
SSV 4X4 thermique essence équipé lutte incendie
pour le Zoo de LUNARET.
(8B0069)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un véhicule SSV (Side by Side Véhicule) 4X4 thermique essence équipé lutte incendie pour les besoins du Zoo de LUNARET ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0069) a été lancée, en date du 11 septembre 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, et soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire (achat unique) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (50%), la valeur technique (35%), le coût d'utilisation (10%), et la durée de la garantie (5%) ;

Décision n° VD2018-470

- Qu'après analyse, l'entreprise BEAUSOLEIL CAP QUAD, 182 rue de Trignac, 44603 SAINT-NAZAIRE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat d'un véhicule SSV 4X4 thermique essence équipé lutte incendie pour le Zoo de LUNARET » n°8B0069, à l'entreprise BEAUSOLEIL CAP QUAD, pour un montant de 38 208,56 € HT (achat unique).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, Chapitre n° 903.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché à procédure adaptée "Etude de diagnostics du jardin de la Reine" N°8B0030

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur, Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une étude globale de diagnostics du Jardin de la Reine afin d'établir un plan programme de restauration et de gestion du jardin en vue de son ouverture au public ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire, de services, pour une durée de 6 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o valeur technique de l'étude (60%) ;
 - o prix des prestations (40%).
- Qu'après analyse, l'entreprise d'ingénierie JARDIN-PATRIMOINE, sise 41bis, avenue du Dr TERVER 69130 Ecully présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Etude de diagnostics du Jardin de la Reine » à l'entreprise JARDIN-PATRIMOINE, pour un montant de 53 182.50 euros HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Etude de diagnostics du Jardin de la Reine » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 06 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°18MA04801 CAA Marseille - Pierre Fabregat "**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

-La requête n°18MA04801 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 19 novembre 2018 par Monsieur Pierre Fabregat contre le jugement n°1701957 rendu le 20 septembre 2018 par le Tribunal Administratif de Montpellier annulant, à la demande des consorts Luscher et autres, l'arrêté de permis de construire délivré par le Maire de Montpellier le 3 novembre 2016 et la décision du Maire de Montpellier du 27 février 2017 de rejet du recours gracieux dirigé contre cet arrêté, autorisant le changement de destination en un cabinet dentaire et l'extension du rez-de-chaussé d'une maison d'habitation située 67 impasse Marcel Cayrol ;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°18MA04801 le 19 novembre 2018 par Monsieur Pierre Fabregat.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Décision n° VD2018-473

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception — Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'estimer en justice requêtes : n°1805537-5,
1805538-5, 180539-5 et 180540-5 TA - ABCLM
FITNESS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Les requêtes n°1805537-5, 1805538-5, 180539-5 et 180540-5 déposées près le Tribunal Administratif par la SAS ABCLM FITNESS le 15 novembre 2018 contre les titres de recette n°10894 du 16 octobre 2018, n°10612 du 20 septembre 2018, n°10610 du 20 septembre 2018 et n°10611 du 20 septembre 2018 relatifs à un affichage sauvage.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1805537-5, 1805538-5, 180539-5 et 180540-5 par la SAS ABCLM FITNESS le 15 novembre 2018.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy et Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Décision n° VD2018-474

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché n°V8D0040UV "Location, pose et dépose
de décorations lumineuses et Illuminations de
Noël" - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Décision n° VD2018-477

- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA ;
- Vu la décision N°VD2018-310 attribuant le marché « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël » au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET, pour un montant de 352 245,47 et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues).

Considérant :

- Qu'il convient d'annuler pour des raisons techniques (impossibilité d'installation sur certains sites) les prestations suivantes :
 - Place de la Comédie (MAPPEMONDE) Pack réalité augmentée (réf AR001) : 2 500 € HT
 - Halles des 4 saisons SUPER NOVA BLANC CHAUD (réf TL242W) : 724 € HT
 - Halles des 4 saisons POSE ET DEPOSE (POSECOT) : 980 € HT.

Ainsi, le montant total du DPGF est diminué de 4 204 € HT soit 1,19 % de variation.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël » au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET, avenant d'un montant - 4 204 euros HT. portant le montant du marché à 348 041,47 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 DEC. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 13 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété Consorts AVAKIAN
15-17 Rue du Nord -
Parcelles cadastrées IZ 412 et 414
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) SECTEUR GAMBETTA / CLEMENCEAU / FIGUEROLLES, créée par délibération du Conseil de la Métropole le 29 juin 2017 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 17 octobre 2018 ;

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 9 octobre 2018, les Consorts AVAKIAN ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner située 15-17 Rue du Nord, cadastrée section IZ 412 et 414, concernant un entrepôt et 6 lots de copropriété n° 1, 2, 3, 4, 5 et 9 à usage d'appartement et de cave, libre d'occupation au prix de 362 000 € et une commission d'agence d'un montant de 15 000 € ttc à la charge du vendeur ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes ;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme, de ce périmètre et d'un bilan financier prévisionnel, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, cette acquisition permettra de finaliser l'opération de renouvellement urbain sur l'ensemble de l'ilot et plus particulièrement en lien avec l'aménagement de la parcelle voisine dont la Ville est propriétaire ;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption urbain sur la propriété des Consorts AVAKIAN, située 15-17 Rue du Nord, et cadastrée section IZ 412 et 414 concernant un entrepôt et 6 lots de copropriété n° 1, 2, 3, 4, 5 et 9 à usage d'appartement et de cave, libre d'occupation au prix de 362 000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 DEC. 2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 05 DEC. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MARCHE PUBLIC
Achat d'équipements numériques pour les écoles
de la Ville de Montpellier
Accord-cadre N° V8D0024RI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la ville de Montpellier souhaite équiper progressivement l'ensemble des écoles élémentaires de tablettes numériques de type Ipad en remplacement des matériels existants et faire bénéficier les classes qui le désirent d'équipements interactifs du type ENI (Ecran numérique interactif) ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux dispositions des articles 25-I.1°, 67 à 68 et 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, alloti, pour une durée d'un an tacitement reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Lot 1 – Tablettes de type IPAD :

- Descriptif technique des tablettes proposées : 30 points ;
- Descriptif technique de la valise de transport et borne WIFI : 40 points ;
- Prestations d'accompagnement : 15 points ;
- Performances environnementales : 5 points ;

Décision n° VD2018-494

- Prestations de garanties et maintenance : 10 points ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 septembre 2018, a adopté le classement ci-dessous et choisi l'offre de la société OLYS comme offre la plus économiquement avantageuse :
 - Société OLYS rang 1 ;
 - Société SCC rang 2 ;
- Que l'offre de la société OLYS a été rejetée de plein droit conformément à l'article 55-IV du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la société n'ayant pas transmis l'intégralité des documents nécessaires à l'attribution dans le délai fixé (21 jours) ;
- Que la société SCC dont l'offre a été classée en deuxième position, a produit les documents nécessaires, il convient d'attribuer le marché à la société SCC sise 96 rue des Trois Fontanot – 92744 NANTERRE Cedex ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Lot 2 – Ecrans numériques interactifs :

- Descriptif technique des écrans proposés : 65 points ;
- Prestations d'installation et d'accompagnement : 10 points ;
- Performances environnementales : 5 points ;
- Prestations de garanties et maintenance : 20 points ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 septembre 2018, a classé et a choisi l'offre de la société POBRUN sise 9 rue de la Borie d'Arles – 43100 BRIOUDE comme offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer et d'autoriser la signature des marchés précités pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification pour les :
 - **Lot 1 – Tablettes de type IPAD :**
Avec la société SCC, pour un montant sans minimum ni maximum sur la durée du marché.
 - **Lot 2 – Ecrans numériques interactifs :**
Avec la société POBRUN, pour un montant sans minimum ni maximum sur la durée du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les sociétés choisies par la commission d'appel d'offres ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Décision n° VD2018-494**Publiée le :** 11 DEC. 2018**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.